

CONSEIL COMMUNAL DU 20 FÉVRIER 2020
GEMEENTERAAD VAN 20 FEBRUARI 2020

REGISTRE
REGISTER

Présents	Aleksandra Kokaj, <i>Présidente/De Voorzitster</i> ;
Aanwezig	Boris Dilliès, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, <i>Echevin(s)/Schepen(en)</i> ; Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Serge Minet, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Lise Goetghebuer, Valérie Gillès de Pelichy, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Caroline Van Neste, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Caeter, Patrick Zygas, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> ; Laurence Vainsel, <i>Secrétaire communale/Gemeentesecretaris</i> .
Excusés	Perrine Ledan, <i>Echevin(s) /Schepen(en)</i> ;
Verontschuldigd	Jean-Luc Vanraes, Laurence Anne Vandeputte, Nicolas Clumeck, Yaël Ariane Nour Haumont, Michel Bruylant, <i>Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)</i> .

Ouverture de la séance à 19:40
Opening van de zitting om 19:40

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

20.02.2020/A/0001 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 28 novembre 2019.**

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 28 november 2019.

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.02.2020/A/0002 **Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 28 janvier 2020 - Propriétés communales/Régie foncière - Nettoyage des communs d'immeubles : logements et parkings - 39.978 € (T.V.A. comprise) dont 20.618,00 € (T.V.A. comprise), à la charge du budget d'exploitation de la Régie foncière et 19.360,00 € (T.V.A. comprise) à la charge du budget communal - Approbation de l'estimation de la dépense totale pour l'exercice 2020, respectivement à 15.300 € (T.V.A. comprise) à la charge du budget de la Régie foncière et à 14.823 € (T.V.A. comprise) à la charge du budget communal - Articles 424/125-06/87 (Parking Saint-Pierre) et 922/125-06/87 du budget communal, pour les exercices 2020-2021 et article 614-01 du budget d'exploitation de la Régie foncière pour les exercices 2020-2021;
- 4 février 2020 - COS - Raccordement de la cabine HT avec motorisation et comptage - Travaux par Sibelga - 39.883 € (T.V.A. comprise) - Article 137/722-60/96;
- 4 février 2020 - Ecole de Calevoet - Construction de nouvelles classes - Extension du réseau de distribution d'eau - Travaux par Vivaqua - 14.438,34 € (T.V.A. comprise) - Article 722/722-60/96;
- 11 février 2020 - Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job - Exercice 2014 - Dépassement de 52.264,30 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82.

Le Conseil approuve le point.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 28 januari 2020 - Gemeente-eigendommen/Grondregie - Schoonmaak van de gemene delen van gebouwen : woningen en parkings - 39.978 € (B.T.W. inbegrepen) waarvan 20.618,00 € (B.T.W. inbegrepen) ten laste van de exploitatiebegroting van de Grondregie en 19.360,00 € (B.T.W. inbegrepen) ten laste van de gemeentebegroting - Goedkeuring van de raming van de volledige uitgave voor het dienstjaar 2020, respectievelijk 15.300 € (B.T.W. inbegrepen) ten laste van de begroting van de Grondregie et 14.823 € (B.T.W. inbegrepen) ten laste van de gemeentebegroting - Artikels 424/125-06/87 (Parking Sint-Pieter) en 922/125-06/87 van de gemeentebegroting, voor de dienstjaren 2020-2021 en artikel 614-01 van de exploitatiebegroting van de Grondregie voor de dienstjaren 2020-2021;
- 4 februari 2020 - OCS - Aansluiting van de hoogspanningscabine met aandrijving en teltoestel - Werken uitgevoerd door Sibelga - 39.883 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/722-60/96;
- 4 februari 2020 - School Calevoet - Bouwen van nieuwe klassen - Uitbreiding van het waterbedelingsnet - Werken uitgevoerd door Vivaqua - 14.438,34 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/722-60/96;
- 11 februari 2020 - Aanleg van een bijzondere overstromingszone Sint-Jobsesteenweg - Dienstjaar 2014 - Overschrijding met 52.264,30 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82.

De Raad keurt het punt goed.

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIJTE

Voirie - Wegen

20.02.2020/A/0003 **Rue de Percke.- Approbation définitive d'un Plan d'Alignement Général de l'Avenue Particulière menant au n° 104 depuis la rue de Percke.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 27 juin 2019, le Conseil Communal a adopté provisoirement le plan général d'alignement de l' "avenue particulière", aussi appelée "clos de Percke" par ses habitants, menant au numéro 104 de la rue de Percke à partir de ladite rue;

Attendu que le projet d'alignement prévoit de pérenniser un domaine public large de 6 mètres complété par une aire de rebroussement à l'endroit d'une parcelle qui aurait dû être cédée à la Commune comme cela était prévu par le permis de lotir n° 244;

Attendu que la rue de Percke comporte une voirie annexe formant une antenne se dirigeant en direction du sud jusqu'à la limite avec la Commune de Linkebeek, sur le territoire de laquelle le chemin vicinal n° 41 en prenait le relais jusqu'à sa suppression;

Attendu que cette antenne, bien que dénommée « avenue particulière » sur la planche n° 17 de l'Atlas des Communications Vicinales dressé en 1850, y est dessinée sous forme de parcelle non cadastrée, et que le chemin n° 41 qui en prend le relais sur la Commune de Linkebeek est lui aussi dessiné sur du domaine non cadastré;

Attendu qu'un plan cadastral datant du milieu des années 1930 dessine lui aussi cette voirie sous forme de domaine public et lui attribue le nom rue de *Percque* (sic);

Attendu que le plan cadastral de 2002 ne renseigne plus cette voirie que sous forme de servitude, et que le plan cadastral numérisé a totalement fait disparaître cette voirie;

Attendu que cette voirie est équipée depuis plus de trente ans en eau potable, électricité et télécommunications, que les services postaux et de ramassage des immondices y pénètrent;

Attendu que le plan du permis de lotir n° 244 du 20 août 1974, non seulement dessine ce chemin, mais en outre prévoit de le compléter - via l'*abandon de propriété au profit de la voirie d'accès* - d'une aire de manœuvre de forme triangulaire;

Attendu que le lotisseur a failli à son obligation de cession, et que cette aire de manœuvre est donc demeurée en propriété privée (du n° 110 selon le plan cadastral) jusqu'à présent, mais est en pratique néanmoins accessible au public sans restriction depuis la réalisation du lotissement;

Attendu que le propriétaire du n° 104, dont la parcelle est longée par cette « avenue particulière » jusqu'à la limite communale, avait obtenu du Collège en date du 23 novembre 1989 l'autorisation à titre précaire d'aménager l'assiette du *chemin creux* et d'y placer deux pilastres à *condition de respecter le chemin de campagne de 4 m de largeur* (sic);

Attendu que cette voirie est démunie d'égout public, mais que la présence du collecteur tout récemment construit sous la rue de Percke permet à présent d'y remédier, et qu'à la demande expresse de la Commune, Vivaqua accepte de réaliser une antenne dans ce clos;

Attendu que Vivaqua a informé verbalement ce 11 février 2019 le service technique de la Voirie de son souhait de procéder à la pose de l'égout dans cette antenne de la rue de Percke dès la fin des travaux de pose de l'égout à travers le bois de Verrewinkel, c'est-à-dire à partir du mois de mars 2019;

Attendu que Vivaqua demande de lui indiquer l'alignement afin de savoir où implanter le

collecteur et où faire aboutir les branchements en attente pour les raccordements privés;
Attendu que l'unique plan général d'alignement à notre disposition concernant cette voirie est l'Atlas des Communications Vicinales de 1850, qui ne donne hélas aucune cote pour cette avenue et dont l'imprécision ne permet pas de reporter graphiquement l'alignement sur le terrain;

Attendu qu'il s'indique par ailleurs d'intégrer de manière claire et définitive l'aire de manœuvre du lotissement n° 244 dans l'espace public alors qu'elle constitue encore une partie intégrante de la parcelle cadastrée sous F/ 443G;

Attendu cependant qu'une superficie d'environ 130 m² de cette aire de manœuvre est occupée de manière précaire par le jardin du propriétaire du n° 112, mais que la diminution de surface de cette aire ne s'avère ne pas poser de souci à la manœuvre de giration des camions de Bruxelles-Propreté;

Attendu que le service technique de la Voirie a dressé un projet de Plan Général d'Alignement destiné à définitivement confirmer les limites tant présentes que futures de cette voirie;

Attendu que seul le Conseil communal peut décider, après enquête publique, de créer ou de modifier un plan général d'alignement;

Attendu que ce projet de Plan Général d'Alignement fut soumis à enquête publique entre les 8 et 22 septembre 2019;

Considérant qu'un seul courrier d'observation, émanant des propriétaires de trois parcelles jouxtant l'aire de manœuvres, est parvenu par e-mail dans les délais à la commune;

Considérant que l'analyse de ce courrier démontre que les remarques ou suggestions y énoncées peuvent être résumées et analysées comme suit :

1. Remarques quant à la forme de la procédure :

Il est déploré que le dessin d'avant-projet illustrant le toutes-boîtes est trop petit et difficilement lisible, et que ce toutes-boîtes n'était constitué que d'un simple feuillet plié en trois qui aurait pu être confondu avec de la publicité ;

Il est demandé de pouvoir disposer d'un plan à échelle lisible ;

Les signataires demandent de pouvoir rencontrer l'échevin des travaux ;

Alors que :

Les circulaires ministérielles de 1907 et 1908 ne prescrivent qu'un affichage public et une consultation des plans à la maison communale, la distribution d'une toutes-boîtes n'étant qu'une initiative complémentaire destinée à attirer l'attention des riverains qui n'auraient pas aperçu les panneaux réglementaires d'enquête ;

Il est précisé sur les affiches d'enquête publique et sur les toutes-boîtes que le plan original est consultable au service de la Voirie ;

Le premier échevin et par ailleurs échevin des travaux accède volontiers à la demande de rencontre des riverains ;

2. Remarques quant au tracé de l'alignement :

Il est déploré que l'emprise en forme de demi-lune réalisée par le propriétaire du numéro 112 sur une partie de la zone destinée à devenir une aire de manœuvres n'est pas intégrée dans la future voie publique ;

Il est demandé, si bornage il y a suite à l'alignement général, que les légitimes propriétaires de cette emprise soient restaurés dans leur légitime propriété ;

Il est remarqué que le tracé de l'alignement inclut une partie de la propriété du n° 104 bien que les pilastres aient fait l'objet d'une autorisation communale en 1989 ;

Alors que :

Le Plan Général d'Alignement a pour but de définir l'assiette du futur domaine public, hors il s'avère techniquement inutile d'intégrer cette zone déjà aménagée en jardin dans la voie publique ;

La procédure d'alignement sera effectivement suivie d'une procédure d'acquisition des emprises à verser dans le domaine public, à laquelle pourra être jointe la cession de l'emprise entre ses propriétaires légitimes et son occupant ;

Il n'était pas question d'étendre l'emprise publique au-delà des pilastres ; la confusion provient manifestement d'une erreur de lecture de l'illustration du toutes-boîtes ;

3. Remarque quant à l'ordre de priorité de la procédure d'alignement par rapport aux travaux d'égouttage :

Il est estimé que l'égouttage et le bornage sont deux questions différentes, et que la deuxième procédure n'empêche pas la mise en œuvre de la première ;

Alors que :

Même s'il est vrai que ces deux questions n'ont juridiquement rien à voir l'une avec l'autre, il n'en demeure pas moins que l'intercommunale Vivaqua refuse d'encore poser un égout public dans une voirie dont l'assiette n'est pas publique, même si l'usage public est avéré depuis plus de trente années consécutives ;

4. Remarque quant à l'urbanisme :

Il est regretté qu'un permis d'urbanisme ait pu un jour être délivré pour l'extension latérale de la maison n° 112 jusqu'en limite de parcelle au mépris des règles de recul ;

Alors que :

La procédure d'alignement est uniquement destinée à déterminer les limites longitudinales tant présentes que futures de la voie publique et n'a aucun rapport avec le droit de l'urbanisme ;

Considérant que les signataires de la lettre susmentionnée furent reçus par le premier échevin durant l'enquête publique en date du 13 septembre 2019, et le propriétaire du n° 112 en date du 19 septembre 2019 ;

Considérant que le contenu de ces rencontres peut être analysé et résumé comme suit :

1. Remarques quant à la cession de l'aire de rebroussement :

Les propriétaires des numéros 104-106-108-110 acceptent de céder gratuitement l'aire de manœuvre à la commune, mais après bornage des limites réelles et non pas de la situation de fait ;

Les propriétaires des numéros 104-106-108-110 proposent que la commune acquière la zone occupée par le jardin du n° 112, mais en se réservant le droit de revendre par la suite ce jardin à son occupant de fait ;

Alors que :

Le Plan Général d'Alignement constitue précisément un plan de bornage des limites du domaine public, mais ne peut constituer un plan de bornage entre parcelles privées ;

Il ne peut éthiquement être question pour la Commune d'acquérir une parcelle à titre gratuit dans le but de la revendre à titre onéreux à son occupant au motif d'aplanir une dissension entre les légitimes propriétaires et le dit occupant ;

2. Remarques quant au tracé de l'alignement :

Après éclaircissement sur la notion d'alignement et les implications de celui-ci, les propriétaires des numéros 104-106-108-110 acceptent le tracé d'un alignement n'incluant pas le terrain empris par le propriétaire du n° 104 pour y aménager son jardin, mais en proposant deux modifications, l'une destinée à placer l'hydrant en domaine public et à dégager la vue des automobilistes abordant le virage, l'autre destinée à dégager un plus large accès au n° 110 ;

Alors que :

Rencontré par le premier échevin, le propriétaire du n° 112 accepte le principe des modifications proposées par ses voisins mais désire que cela soit implanté sur terrain, ce que l'échevin avait déjà suggéré aux autres riverains ;

Considérant que le premier échevin et le géomètre auteur du plan d'alignement se sont rendus sur les lieux pour implanter, en présence des riverains concernés, le tracé de l'alignement amendé en fonction des suggestions des riverains autour de la zone litigieuse, à savoir l'emprise opérée par le propriétaire du n° 112 sur l'assiette théorique de l'aire de rebroussement ;

Considérant que l'implantation réalisée sur place a emporté l'assentiment verbal unanime des riverains concernés ;

Considérant que le service de la Voirie a amendé le Plan Général d'Alignement du "clos de Percke" en y intégrant ces modifications ;

Vu les articles 27 et 28 de la loi du 10 avril 1841 sur les chemins vicinaux ;

Vu les circulaires ministérielles des 30 mars 1907 et 25 octobre 1908 relatives à l'élaboration et à l'approbation des plans généraux d'alignement ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver définitivement le Plan Général d'Alignement du "clos de Percke" entre la rue de Percke et le numéro 104 de ladite rue.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

De Perckestraat.- Definitieve goedkeuring van een algemeen rooilijnplan van de bijzondere laan naar nr. 104 vanaf de de Perckestraat.

De Raad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2019 het algemeen rooilijnplan van de "bijzondere laan", door de bewoners ook wel "de Perckegaarde" genoemd, gaande naar nummer 104 van de de Perckestraat vanaf deze straat, voorlopig goedgekeurd heeft;

Aangezien het rooilijnontwerp voorziet een openbaar domein van 6 meter breed aangevuld door een keerruimte te vereeuwigen op de plaats van een perceel dat aan de gemeente afgestaan moest worden zoals voorzien in verkavelingsvergunning nr. 244;

Aangezien de de Perckestraat in zuidelijke richting een zijweg omvat tot aan de grens met de gemeente Linkebeek, op het grondgebied waarvan deze weg doorloopt als buurtweg nr. 41 tot aan het einde ervan;

Aangezien deze zijweg, hoewel hij "bijzondere laan" genoemd wordt op kaart nr. 17 van de Atlas der Buurtwegen opgesteld in 1850, er getekend is in de vorm van een niet-gekadastreerd perceel, en aangezien weg nr. 41 die doorloopt in de gemeente Linkebeek ook in niet-gekadastreerd domein gelegen is;

Aangezien een kadastraal plan van midden jaren 1930 deze weg ook tekent in de vorm van openbaar domein en hem de naam de Percquestraat (sic) toekent;

Aangezien het kadastraal plan van 2002 deze weg slechts aanduidt in de vorm van erfdiensbaarheid en dit digitaal kadastraal plan deze weg volledig heeft doen verdwijnen;

Aangezien deze weg al meer dan dertig jaar voorzien is van drinkwater, elektriciteit en telecommunicatie en aangezien de post- en vuilnisophaaldiensten er langskomen;

Aangezien het plan van verkavelingsvergunning nr. 244 van 20 augustus 1974 deze weg niet alleen tekent, maar daarnaast voorziet hem te voltooiën via de eigendomsoverdracht ten bate van de toegangsweg van een driehoekige manoeuvreerruimte;

Aangezien de verkavelaar tekortgeschoten is in zijn verplichting tot overdracht en deze manoeuvreerruimte tot op heden dus onlosmakelijk eigendom gebleven is van nr. 110, maar in de praktijk echter voor het publiek toegankelijk is sinds de verwezenlijking van de verkaveling;

Aangezien de eigenaar van nr. 104, waarvan het perceel tot aan de gemeentegrens langs deze "bijzondere laan" ligt, op 23 november 1989 van het college tot wederopzeggens de toelating had gekregen om de bedding van de holle weg aan te leggen en er twee pilasters te plaatsen, op voorwaarde dat hij de landweg van 4 meter breed in stand hield (sic);

Aangezien deze weg geen openbare riolering heeft, maar de recent aangelegde collector onder de de Perckestraat het nu mogelijk maakt dit te verhelpen, en aangezien Vivaqua op uitdrukkelijke vraag van de gemeente aanvaardt een openbare riolering aan te leggen in deze weg;

Aangezien Vivaqua de Technische Wegendienst op 11 februari 2019 mondeling geïnformeerd heeft over haar wens om over te gaan tot de plaatsing van de riolering in deze zijweg na afloop van de werken voor de aanleg van de riolering in het Verrewinkelbos, met andere woorden vanaf maart 2019;

Aangezien Vivaqua vraagt de rooilijn aan te duiden om te weten waar de collector geplaatst moet worden en waar de wachtleidingen voor de privé-aansluitingen moeten uitkomen;

Aangezien het enige algemeen rooilijnplan voor deze weg de Atlas der Buurtwegen uit 1850 is, die helaas geen enkel maatcijfer voor deze laan weergeeft en waarvan de onnauwkeurigheid het niet mogelijk maakt de rooilijn grafisch op het terrein over te nemen;

Aangezien het bovendien aangewezen is de manoeuvreerruimte van verkaveling nr. 244 duidelijk en definitief op te nemen in de openbare ruimte, aangezien ze nog steeds onlosmakelijk deel uitmaakt van het gekadastreerd perceel onder F/443G;

Aangezien een oppervlakte van ongeveer 130 m² van deze manoeuvreerruimte echter ingenomen wordt door de tuin van de eigenaar van nr. 112, maar de kleinere oppervlakte van deze ruimte geen problemen lijkt te stellen voor de draaibewegingen van de vrachtwagens van Net Brussel;

Aangezien de Technische Wegendienst een ontwerp van algemeen rooilijnplan opgesteld heeft om zowel de aanwezige als de toekomstige grenzen van deze weg definitief vast te leggen;

Aangezien alleen de gemeenteraad kan beslissen om, na een openbaar onderzoek, een algemeen rooilijnplan te scheppen of te wijzigen;

Aangezien dit ontwerp van Algemeen Rooilijnplan van 8 tot 22 september 2019 onderworpen werd aan een openbaar onderzoek;

Overwegende dat er binnen de termijn slechts een brief met opmerkingen van de eigenaars van drie percelen grenzend aan de manoeuvreerruimte per e-mail ingediend werd bij de gemeente;

Overwegende dat de analyse van deze brief aantoont dat de erin opgenomen opmerkingen en suggesties als volgt samengevat en geanalyseerd kunnen worden :

1. Opmerkingen over de vorm van de procedure :

Er wordt betreurd dat de tekening van het voorontwerp op het huis-aan-huisbericht te klein en moeilijk leesbaar is en dat dit huis-aan-huisbericht

bestond uit slechts een blaadje in drie geplooid, wat verward kon worden met reclame;

Er wordt gevraagd te beschikken over een plan met een leesbare schaal;

De ondertekenaars vragen de schepen van Werken te mogen ontmoeten;

Daarentegen :

De ministeriële omzendbrieven van 1907 en 1908 schrijven slechts een openbare aanplakking en een raadpleging van de plannen op het gemeentehuis voor. De verdeling van een huis-aan-huisbericht is slechts een bijkomend initiatief om de aandacht te trekken van de buurtbewoners die de reglementaire borden van het onderzoek niet opgemerkt zouden hebben;

Er wordt op de affiches van het openbaar onderzoek en in het huis-aan-huisbericht verduidelijkt dat het originele plan geraadpleegd kan worden bij de Wegendienst;

De eerste schepen, tevens de schepen van Werken, gaat graag in op de vraag van de buurtbewoners om hem te ontmoeten;

2. Opmerkingen over de loop van de rooilijn :

Er wordt betreurd dat de halfronde grondinneming, aangelegd door de eigenaar van nummer 112 op een deel van de zone die de manoeuvreerruimte zal worden, niet in de toekomstige openbare weg opgenomen is;

Er wordt gevraagd, indien er afpalingen plaatsvinden ingevolge de algemene rooilijn, dat de wettige eigenaars van deze grondinneming in hun wettige eigendom hersteld worden;

Er wordt opgemerkt dat de loop van de rooilijn een deel van het eigendom van nummer 104 bevat, hoewel de pilasters in 1989 het voorwerp uitgemaakt hebben van een gemeentelijke toelating;

Daarentegen :

Het Algemeen Rooilijnplan heeft als doel de bedding van het toekomstige openbaar domein vast te leggen, tenzij het technisch nutteloos blijkt om deze als tuin ingerichte zone op te nemen in de openbare weg;

De rooilijnprocedure wordt daadwerkelijk gevolgd door een aankoopprocedure van de grondinnemingen die in het openbaar domein opgenomen worden, wat gepaard kan gaan met de overdracht van de grondinneming tussen de wettige eigenaars en de gebruiker ervan;

Er was geen sprake van om de openbare grondinneming uit te breiden voorbij de pilasters. De verwarring komt duidelijk van een interpretatiefout van de illustratie in het huis-aan-huisbericht;

3. Opmerking over de voorrangsvolgorde van de rooilijnprocedure ten opzichte van de rioleringswerken :

Er wordt geacht dat de riolering en de afpaling twee verschillende kwesties zijn en dat de tweede procedure de uitvoering van de eerste niet in het gedrang brengt;

Daarentegen :

Hoewel deze twee kwesties juridisch niets met elkaar te maken hebben, weigert de intercommunale Vivaqua toch nog een openbare riolering aan te leggen in een weg waarvan de bedding niet openbaar is, ook al is het openbaar gebruik ervan al meer dan dertig jaar na elkaar erkend;

4. Opmerking over de stedenbouw :

Er wordt betreurd dat er een stedenbouwkundige vergunning afgeleverd werd voor de zijdelingse uitbreiding van het huis op nummer 112 tot aan de perceelgrens, ondanks de inspringregels;

Daarentegen:

De rooilijnprocedure is enkel bestemd om de huidige en toekomstige lengtegrenzen van de openbare weg te bepalen en heeft niets te maken met het stedenbouwkundig recht;

Overwegende dat de ondertekenaars van de bovenvermelde brief door de eerste schepen ontvangen werden tijdens het openbaar onderzoek op 13 september 2019 en de eigenaar van nummer 112 op 19 september 2019;

Overwegende dat de inhoud van deze ontmoetingen als volgt geanalyseerd en samengevat kan worden;

1. Opmerkingen over de overdracht van de keerruimte :

De eigenaars van nummers 104-106-108-110 aanvaarden de manoeuvreerruimte gratis over te dragen aan de gemeente, maar na afpaling van de werkelijke grenzen en niet van de feitelijke toestand;

De eigenaars van nummers 104-106-108-110 stellen voor dat de gemeente de zone met de tuin van nummer 112 aanschaft, maar zich het recht voorbehoudt deze tuin vervolgens door te verkopen aan de feitelijke gebruiker;

Daarentegen :

Het Algemeen Rooilijnplan vormt juist een afpalingsplan van de grenzen van het openbaar domein, maar kan geen afpalingsplan tussen privépercelen vormen;

Er kan ethisch gezien geen sprake van zijn dat de gemeente een perceel gratis verwerft om het onder bezwarende titel door te verkopen aan de gebruiker onder het mom van een geschil te beslechten tussen de wettige eigenaars en de zogenaamde gebruiker;

2. Opmerkingen over de loop van de rooilijn :

Na verduidelijking over de notie van rooilijn en de gevolgen ervan aanvaarden de eigenaars van nummers 104-106-108-110 de loop van een rooilijn zonder het terrein ingenomen door de eigenaar van nr. 104 om er zijn tuin aan te leggen, maar stellen ze twee wijzigingen voor: een om de brandkraan op het openbaar domein te plaatsen en het gezichtsveld van de automobilisten die de bocht naderen vrij te maken, een andere om een bredere toegang tot nr. 110 vrij te maken;

Daarentegen :

Na de ontmoeting met de eerste schepen aanvaardt de eigenaar van nr. 112 het principe van de wijzigingen die door zijn burens voorgesteld werden, maar wenst hij dat dat op het terrein ingeplant wordt, wat de schepen al voorgesteld had aan de andere bewoners;

Overwegende dat de eerste schepen en de landmeter, de ontwerper van het rooilijnplan, ter plaatse gegaan zijn om in aanwezigheid van de betrokken buurtbewoners de loop van de rooilijn in te planten, gewijzigd op basis van de suggesties van de buurtbewoners rond de omstreden zone, meer bepaald de grondinneming van de eigenaar van nr. 112 op de theoretische bedding van de keerruimte;

Overwegende dat de ter plaatse verrichte inplanting eenstemmig mondeling goedgekeurd werd door de betrokken buurtbewoners;

Overwegende dat de Wegendienst het Algemeen Rooilijnplan van de "de Perckegaarde"

gewijzigd heeft door deze wijzigingen erin op te nemen;
Gelet op de artikelen 27 en 28 van de wet van 10 april 1841 op de buurtwegen;
Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 30 maart 1907 en 25 oktober 1908 betreffende het opstellen en het goedkeuren van algemene rooilijnplannen;
Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet,
Beslist het Algemeen Rooilijnplan van de "de Perckegaarde" tussen de de Perckestraat en nummer 104 van deze straat definitief goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Clos_de_Percke_alignement_général_2020.pdf, 19-09-2019_courrier_observations_Percke.pdf

Mobilité - Mobiliteit

20.02.2020/A/0004 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière ;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique ;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que certains articles doivent être abrogés, demandent une rectification ou une nouvelle disposition;

Abrogations :

Article 9.- Un sens obligatoire de circulation est instauré sur les voies ci-après :

9.1- par des panneaux de signalisation D.1.

9.1.2.- Rue de Percke, au carrefour formé avec la drève Pittoresque;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.c- Police.

17.II.1.c.5.- Place Homère Goossens, le long de la façade Est de l'immeuble sis 26, parvis Saint-Pierre, sur 15 m, pour les véhicules de la Police;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.57.- Avenue Bel-Air, 34;

17.II.1.d.214.- Rue Vanderkindere, au droit du n° 91;

17.II.1.d.315.- Rue Jean Ballegeer, 9;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.3- aux vélos.

17.II.3.28.- Parvis Chantecler, 10;

17.II.3.29.- Rue Baron Guillaume Van Hamme, 22;

Rectifications

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes:

2.D.4.- Avenue Joseph Jongen, le dernier dimanche du mois, de 10h à 18h, de mars à octobre;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.219.- Avenue Adolphe Dupuich, du n° 1 au n° 9 et du n° 34 jusqu'au au n° 24;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants, sur une distance de 6m, sauf spécifié autrement:

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.10.- Place Guy d'Arezzo n° 16 et rue de la Primevère, Chancellerie et Résidence de l'Ambassadeur de la République de Burkina Faso : 12 m;

Article 18.- Le stationnement est payant dans les emplacements de stationnement tracés dans les rues suivantes.

18.58.- Rue Meyerbeer, 144, du lundi au vendredi, de 7h à 22h, sur 14 m;

18.81.- Chaussée de Waterloo, 881, du lundi au vendredi, de 8h00 à 15h00, sur 13 m;

18.82.- Chaussée de Waterloo, 850, du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h00, sur 13 m;

18.95.- Chaussée de Neerstalle, 423, du lundi au vendredi, de 8h00 à 17h00, sur 12 m;

Nouvelles dispositions :

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes :

2.D.8.- Rue Verhulst, le premier dimanche du mois, de 10h00 à 18h00, de janvier à décembre;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.737.- Avenue Adolphe Dupuich, à hauteur du n° 34, sur 7 m;

13.J.738.- Parvis Chantecler, 10;

13.J.739.- Rue Général Lotz, au mitoyen des n°s 101-103;

13.J.740.- Rue de l'Etoile, 146;

13.J.741.- Rue Baron Guillaume Van Hamme, 22;

13.J.742.- Avenue Dolez, 60;

Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.156.- Avenue Adolphe Dupuich, à hauteur du n° 34, sur 12 m;

20.157.- Avenue Adolphe Dupuich, à hauteur du n° 38, sur 14 m.

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- - Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 en volgende van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;

Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens;

Overwegende dat bepaalde artikels ingetrokken moeten worden, een rechtzetting of een nieuwe bepaling vragen;

Intrekkingen :

Artikel 9.- Een verplichte rijrichting wordt ingevoerd op de volgende wegen :

9.1.- door middel van verkeersborden D1 :

9.1.2.- de Perckestraat, op het kruispunt met de Schilderachtige Dreef;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.c- Politie.

17.II.1.c.5.- Homère Goossensplein, langs de oostgevel van het gebouw op het Sint-Pietersvoorplein 26, over 15 meter, voor de voertuigen van de politie;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd:

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.57.- Schoon Uitzichtlaan 34;

17.II.1.d.214.- Vanderkinderestraat, ter hoogte van nr. 91;

17.II.1.d.315.- Jean Ballegeerstraat 9;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen :

17.II.3- aan fietsen.

17.II.3.28.- Canteclaervoorplein 10;

17.II.3.29.- Baron Guillaume Van Hammestraat 22;

Rechtzettingen :

Artikel 2.D.- De hierna opgesomde plaatsen zijn speelstraten tijdens bepaalde periodes :

2.D.4.- Joseph Jongenlaan, de laatste zondag van de maand, van 10.00 tot 18.00 uur, van maart tot oktober;

Artikel 14.- Het parkeren is verboden op de volgende wegen of weggedeeltes :

14.219.- Adolphe Dupuichlaan, van nr. 1 tot nr. 9 en van nr. 34 tot nr. 24;

Artikel 17.II.- Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen, over een afstand van 6 meter behalve anders gespecificeerd :

17.II.1- aan bepaalde voertuigen :

17.II.1.b.- CD.

17.II.1.b.10.- Guido van Arezzoplein 16 en Sleutelbloemstraat, kantoor en woonplaats van de ambassadeur van de Republiek van Burkina Faso : 12 meter;

Artikel 18.- Het parkeren is betalend op de afgebakende parkeerplaatsen in de volgende straten :

18.58.- Meyerbeerstraat 144, van maandag tot vrijdag van 7 tot 22 uur, over 14 meter;

18.81.- Waterlooosteenweg 881, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 15.00 uur, over 13 meter;

18.82.- Waterlooosteenweg 850, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 16.00 uur, over 13 meter;

18.95.- Neerstallesteenweg 423, van maandag tot vrijdag van 8.00 tot 17.00 uur, over 12 meter;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 2.D.- De hierna opgesomde plaatsen zijn speelstraten tijdens bepaalde periodes :
2.D.8.- Verhulststraat, de eerste zondag van de maand, van 10.00 tot 18.00 uur, van januari tot december;

Artikel 13.J.- Op de volgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken aangelegd met een lengte van 1 tot 3 meter, behalve anders gespecificeerd :

13.J.737.- Adolphe Dupuichlaan, ter hoogte van nr. 34, over 7 meter;

13.J.738.- Canteclaervoorplein 10;

13.J.739.- Generaal Lotzstraat, aan de scheiding van nr. 101-103;

13.J.740.- Sterstraat 146;

13.J.741.- Baron Guillaume Van Hammestraat 22;

13.J.742.- Dolezlaan 60;

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden :

20.156.- Adolphe Dupuichlaan, ter hoogte van nr. 34, over 12 meter;

20.157.- Adolphe Dupuichlaan, ter hoogte van nr. 38, over 14 meter.

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2020 02 20_Cc_NoteExplicative.pdf, 2020 02 20_Cc_Annexes.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

20.02.2020/A/0005 **Octroi d'un subside à l'organisation des "24 Heures Vélo du bois de la Cambre".**

Le Conseil,

Considérant que les "24 Heures Vélo du Bois de la Cambre" participent à la promotion de la mobilité douce en ce que cet événement sportif et convivial "met en selle" des milliers de jeunes;

Considérant que la pratique du vélo s'avère également très positive pour la santé et pour l'environnement;

Considérant que l'événement se déroulera au Bois de la Cambre, à proximité de notre commune, que 10 groupements uclois soit près de 500 personnes y participeront, que l'équipe organisatrice compte plusieurs Uclois dans ses rangs;

Considérant que les organisateurs sollicitent un subside dans le cadre de la 34e édition qui se tiendra les 28 et 29 mars prochains,

Décide d'octroyer un subside de 700 € à l'organisation des "24 Heures Vélo du Bois de la Cambre".

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan de "24 Heures Vélo du bois de la Cambre".

De Raad,

Overwegende dat de "24 heures vélo du Bois de la Cambre" inspeelt op de aanmoediging van zachte mobiliteit aangezien dit sportevenement duizenden jongeren op de fiets krijgt;

Overwegende dat fietsen bovendien erg goed is voor de gezondheid en het milieu;

Overwegende dat het evenement plaatsvindt in het Ter Kamerenbos, vlakbij onze gemeente, dat 10 Ukkelse groepen ofwel bijna 500 personen eraan zullen deelnemen, dat talrijke Ukkelaars meewerken aan de organisatie van dit evenement;

Overwegende dat de organisatoren een subsidie aanvragen in het kader van de 34ste editie die plaatsvindt op 28 en 29 maart,

Beslist een subsidie van € 700 toe te kennen voor de organisatie van de "24 heures vélo du Bois de la Cambre".

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Emmanuel De Bock entre en séance / treedt in zitting.

Odile Margaux entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

20.02.2020/A/0006 **Propriétés communales.- Terrain avenue Dolez (à côté du n°43/45).- Proposition de mise en vente du terrain.- Choix de la procédure.- Adoption du cahier des conditions..**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Considérant que le terrain situé avenue Dolez à côté du numéro 43/45, parcelle cadastrée 4ème division, section E, sous le n° 361 V, pour une superficie d'après cadastre de 176 m² est en état de friche totale;

Que le bien est affecté en zone d'habitation au PRAS;

Qu'il n'est, par contre, pas repris dans les limites d'un PPAS ni d'un permis de lotir;

Considérant que le comité de Pilotage du patrimoine n'envisage pas de projet concret sur cette parcelle;

Considérant qu'un immeuble comprenant un rez + 2 étages + combles, pourrait y être construit;

Considérant que le service tient une liste d'investisseurs/promoteurs susceptibles d'être intéressés par ce terrain et qui pourraient être contactés;

Considérant que la vente de gré à gré sur appel d'offres, avec attribution au plus offrant et faculté de surenchère éventuelle, est un mode de réalisation des biens immobiliers dont le service a déjà usé avec succès;

Considérant qu'une expertise a été effectuée par Bruxelles Fiscalité, qui a attribué au bien

une valeur vénale de 115.000,00 €;

Que, dans l'intérêt financier de la commune et conformément aux instructions de l'autorité de tutelle, en matière de ventes immobilières avec publicité, il serait opportun de fixer comme prix minimal la valeur vénale augmentée au minimum de dix pourcent;

Considérant que ce type de procédure n'entraîne pas de frais durant la procédure mais uniquement si une offre est acceptée;

Considérant qu'une fois le bien mis en vente attribué, les frais liés à la passation de l'acte incombent à l'acquéreur;

Considérant que le service des Propriétés communales a élaboré un cahier des charges en vue de la vente du terrain décrit plus haut et contenant toutes les conditions de celle-ci;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- d'approuver le principe d'aliéner la parcelle de terrain située avenue Dolez, à côté du numéro 43/45, parcelle cadastrée 4ème division, section E, sous le n°361 V, pour une superficie d'1 are 76 ca (176 m²);
- de choisir, comme mode d'aliénation du bien, la vente de gré à gré sur appel d'offres avec faculté de surenchère, et d'attribuer le bien mis en vente au candidat le plus offrant;
- d'arrêter le prix minimal de la vente à la hauteur de la valeur estimée par Bruxelles Fiscalité augmentée de 20%, soit cent trente-huit mille euros € (138.000 €);
- d'approuver le cahier des charges de la vente du terrain susvisé;
- de recourir au ministère d'un notaire, à l'issue de la procédure administrative, afin qu'il établisse le projet et passe l'acte de vente.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Terrein Dolezlaan (naast de nrs. 43/45).- Voorstel om het terrein te verkopen.- Keuze van de procedure.- Goedkeuring van het lastenboek.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder de artikelen 117 en 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Overwegende dat het terrein in de Dolezlaan naast nummer 43/45, gekadastréerd perceel 4e afdeling, sectie E, onder nr. 361 V, voor een oppervlakte volgens het kadaster van 176 m², volledig braak ligt;

Dat het goed in het GBP bestemd is als woongebied;

Dat het echter niet opgenomen is in de grenzen van een BBP of van een verkavelingsvergunning;

Overwegende dat de stuurgroep van het erfgoed geen concreet project voor ogen heeft op dit perceel;

Overwegende dat er een gebouw met een gelijkvloerse verdieping + 2 verdiepingen + dak gebouwd zou kunnen worden;

Overwegende dat de dienst een lijst met investeerders/projectontwikkelaars bijhoudt die geïnteresseerd kunnen zijn in dit terrein en dat ze gecontacteerd zouden kunnen worden;

Overwegende dat de onderhandse verkoop op aanbesteding, met gunning aan de meestbiedende en eventueel recht van overbod, een werkwijze voor onroerende goederen is die de dienst al met succes toegepast heeft;

Overwegende dat Brussel Fiscaliteit een waardeschatting uitgevoerd heeft, die het goed een venale waarde van € 115.000,00 toegekend heeft;

Dat in het financieel belang van de gemeente en overeenkomstig de richtlijnen van de toezichhoudende overheid inzake verkopen van onroerende goederen met bekendmaking, het wenselijk zou zijn de minimumprijs vast te leggen op de venale waarde verhoogd met minstens twintig procent;

Overwegende dat dergelijke procedure geen kosten met zich meebrengt tijdens de procedure maar uitsluitend als een bod wordt aanvaard;

Overwegende dat de kosten voor het verlijden van de akte voor rekening van de koper zijn zodra het te koop gestelde goed toegekend is;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen een bestek heeft opgesteld voor de verkoop van het hierboven beschreven terrein, waarin alle voorwaarden ervan opgenomen zijn.

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Het principe tot vervreemding van het terrein in de Dolezlaan, naast nummer 43/45, gekadastraerd perceel 4e afdeling, sectie E, onder nr. 361 V, voor een oppervlakte van 1 are 76 ca (176 m²), goed te keuren;

Als vervreemdingswijze van het goed de onderhandse verkoop op aanbesteding met recht van overbod te kiezen en het te koop gestelde goed te gunnen aan de meestbiedende kandidaat;

De minimumprijs van de verkoop vast te leggen op de waarde geschat door Brussel Fiscaliteit verhoogd met 20 %, hetzij honderdachtendertigduizend euro (€ 138.000);

Het bestek voor de verkoop van het bovenbedoelde terrein goed te keuren;

Een beroep te doen op een notaris, na afloop van de administratieve procedure, om het ontwerp op te stellen en de verkoopakte te verlijden.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

estimation bxl fiscalité.pdf, 2020 Cahier conditions vente.pdf, 2020 Cahier conditions vente_nl.pdf

Régie foncière - Grondregie

20.02.2020/A/0007 **Régie foncière.- Maison d'habitation sise chaussée d'Alseberg, 867.- Prise en occupation, à titre précaire et temporaire, par une association à vocation sociale.- Approbation du principe et fixation des conditions.- Approbation du projet de convention.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle Loi communale, spécialement l'article 232;

Considérant que la maison d'habitation à deux étages et quatre chambres, sise chaussée d'Alseberg, 867, fait partie du patrimoine communal géré par le Service de la Régie foncière et du Logement;

Considérant que l'intérieur de cette bâtisse a été rénové dans les années 1990 par les soins de la Commune d'Uccle, et qu'ensuite, elle a été mise en location;

Que le bail de la locataire qui en usait depuis 20 ans et y entretenait une famille

nombreuse, a été résolu par justice à la date du 31 mai 2018, pour arriérés de loyers et charges, mais aussi en raison du manque d'entretien du logement;

Que la preneuse, une dame âgée, a apuré ses arriérés de loyers et charges, au 31 décembre 2018, mais émarge au CPAS, insolvable et handicapée;

Qu'en outre, l'état des lieux de sortie a décrit des dégâts locatifs importants, qui font l'objet d'une expertise judiciaire toujours en cours;

Considérant que, depuis lors, le bien est resté vide mais a été occupé, à plusieurs reprises, par des squatteurs qui y ont pénétré par effraction et commis des actes de vandalisme, ce même après que des mesures de sécurisation des accès ont été prises;

Que pour les motifs qui précèdent et en raison aussi de la nécessité de procéder à des travaux de rénovation, intérieurs et peut-être extérieurs, cette maison n'a pas pu être encore remise en location;

Considérant que la réalisation des études architecturales et de stabilité, l'obtention, si nécessaire, d'un permis d'urbanisme, les prises des décisions par les organes communaux et de l'autorité supérieure, ainsi que la mise en oeuvre de celles-ci avec le début de la phase opérationnelle du projet de réaménagement qui aura été adopté pour le logement 867, chaussée d'Alseberg, ne pourront être réalisées avant une échéance d'au moins deux ans;

Considérant que la Commune d'Uccle souhaite non seulement soutenir les acteurs de la société civile, mais aussi prendre une part active aux initiatives citoyennes en faveur du relogement temporaire de personnes en situation de précarité, sans domicile fixe ou sans-abri, en mettant au moins un de ses logements à la disposition des catégories de personnes visées ci-avant, le temps pour elles de se rétablir et de trouver un logement durable;

Considérant, de plus, que la Commune, victime à plusieurs reprises d'actes de vandalisme et d'occupations illégales commises dans ce bâtiment, entend le préserver, notamment en y assurant une présence permanente de nature à dissuader les tentatives d'intrusions et de déprédations;

Considérant, enfin, que la Commune, soucieuse de la conservation de son patrimoine immobilier, désire que son bien demeure occupé, dans l'attente que soient prises des décisions quant à l'affectation définitive de celui-ci, en particulier l'adoption d'un projet de rénovation;

Considérant que la convention d'occupation sera conclue afin de valoriser le bâtiment et de contribuer à sa sécurisation, jusqu'au commencement effectif des travaux ;

Considérant la volonté du propriétaire d'intégrer l'immeuble dans ses projets de rénovation urbaine et de Politique de la Ville;

Considérant que le propriétaire doit définir l'affectation définitive, le programme et les travaux d'aménagement y correspondant;

Considérant les délais nécessaires à l'adoption et pour la mise en oeuvre des décisions et projets;

Considérant la volonté de la commune de confier le bien à l'occupant qui a développé une expertise dans la gestion temporaire d'immeubles inoccupés;

Considérant les besoins en termes de logement;

Considérant le devoir d'exemplarité;

Considérant que, sur la base des informations transmises par le Service de la Rénovation urbaine, une association sans but lucratif, reconnue par la S.L.R.B. et bénéficiant d'une subvention de la Région bruxelloise au titre de l'insertion par le logement, a aussitôt marqué son grand intérêt pour la maison 867, chaussée d'Alseberg;

Que cette association a l'expérience de collaborer avec les pouvoirs publics sur le territoire de Bruxelles-Capitale, et a acquis une maîtrise dans le domaine du relogement temporaire individuel, tant de personnes isolées, la plupart du temps sans abri, que de familles en situation de précarité;

Que cet acteur de référence dans le secteur associatif du logement à Bruxelles, développe ses projets en partenariat avec diverses communes ainsi qu'avec des sociétés immobilières de services publics;

Qu'elle est fort intéressée à accompagner un projet d'intégration, dans l'immeuble 867, chaussée d'Alseberg, de préférence au bénéfice d'une famille avec enfants, donc en privilégiant une occupation stable à du relogement de transit, toutefois sans exclusivité;

Considérant que cette association est prête, pour se faire, à conclure une convention bipartite avec la Commune d'Uccle, sous la forme d'une occupation précaire, sans paiement d'un prix en numéraire, mais en prenant à sa charge financièrement certains travaux autres que de grande rénovation, dont la liste suit et qui sont repris à titre indicatif, en annexe du projet de contrat :

- la mise aux normes des installations d'électricité;
- la vérification du circuit de chauffage;
- le plafonnage et peinture, rafraîchissement général;
- le remplacement du boiler inutilisable;
- l'installation d'une cuisine;
- la rénovation de la salle de bain;

Que ses délégués ont visité le bien et pu estimer ces travaux à environ 8.000 €;

Que seuls certains travaux incombant de toute façon au propriétaire, en temps normal, seraient assumés par la Commune, tels que décrits dans le projet de convention ci-après;

Que les occupants individuels ne sont pas partie à la convention, tout en étant ses bénéficiaires;

Considérant que les conventions de mise à disposition d'un logement temporaire que conclut l'association visée plus haut, ne sont pas soumises aux règles prévues par le Code du Logement (ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation), de même qu'à la réglementation PEB applicable en cas de mise en location;

Considérant que le projet de convention d'occupation, à titre précaire et temporaire, élaboré par l'association candidate, a été relue et amendée par le Service de la Régie foncière et par le Service Juridique, notamment en ce qui concerne la durée (fixe plutôt qu'indéterminée), le prix (payé en nature, par certains travaux de remise en état, en contrepartie de l'absence de paiement en numéraire) et les assurances, et a obtenu l'accord des juristes du candidat à l'occupation;

Considérant l'intérêt des parties à prévoir un terme de deux ans, susceptible de prorogation pour des périodes successives d'un an, de façon, dans le chef de la commune, à se donner le temps nécessaire à l'élaboration d'un projet futur, comme expliqué plus haut, et, du point de vue de l'occupant, à rentrer dans les frais exposés lors de la remise en état du bâtiment en les compensant, sur une durée suffisante, au moyen des participations aux frais payées par les bénéficiaires des sous-conventions (occupants effectifs);

Qu'en outre, en fin de contrat, un délai sera nécessaire pour organiser le relogement et le transfert de l'accompagnement social de ceux-ci;

Considérant qu'étant donné la situation très difficile des personnes en attente, l'association souhaite que les travaux de remise en état préalables à l'occupation, puissent être effectués au plus vite;

Que le candidat occupant désire que les services communaux soient associés au projet qui ne se limite pas au relogement temporaire, mais prévoit aussi un travail de proximité qui serait assuré avec l'aide du Service de la Prévention et du Département de l'Action sociale;

Qu'en égard aux éléments ci-avant, spécifiques à la nature de la relation d'aide aux personnes à travers le logement, qui se noue avec l'occupant temporaire, il paraît justifié qu'en cas de rupture anticipée de la convention par le propriétaire, ce dernier accorde un préavis de trois mois au premier;

Considérant, en outre, que l'occupant s'engage à contracter les polices d'assurances

adéquates en vue de couvrir les risques tant de type locatif que sa responsabilité civile;
Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et échevins,

Décide :

- de marquer son accord en vue de mettre la maison d'habitation sise chaussée d'Alseberg, 867, à la disposition de l'association sans but lucratif « Fédération Bruxelloise de l'Union pour le Logement » (FéBUL), établie rue du Progrès, 333, bte 1, à 1030 Bruxelles, et de choisir l'occupation précaire et temporaire comme mode gestion du bien, consentie au bénéfice de personnes isolées ou de familles en situation de précarité, en attente d'un logement, et aux principales conditions suivantes :
- pas de prix en numéraire mais paiement en nature, en contrepartie de la jouissance du bien, à savoir certains travaux de remise en état assumés par l'occupant, pour un coût estimé à 8.000 €, énumérés ci-dessus et repris en annexe de la convention, distincts des travaux de rénovation qui seront réalisés ensuite de l'occupation temporaire;
- durée déterminée de deux ans, prenant cours le 1er mars 2020, et susceptible de prorogation, pour des périodes successives d'un an, à la demande de l'occupant, moyennant un préavis de trois mois;
- faculté pour le propriétaire de mettre fin anticipativement à la convention, moyennant un préavis de trois mois;
- production par l'occupant de la preuve de la souscription et du paiement des primes d'assurances couvrant les risques locatifs et la responsabilité civile;
- d'approuver le projet de convention d'occupation précaire et temporaire, reprenant, entre autres, les conditions énumérées ci-avant.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

**Grondregie.- Woonhuis gelegen Alsebergsesteenweg, 867.- Tijdelijke
ingebruikname tot wederopzeggens door een vennootschap met sociaal oogmerk.-
Goedkeuring van het principe en bepaling van de voorwaarden.- Goedkeuring van de
ontwerpovereenkomst.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op het artikel 232;

Overwegende dat het woonhuis met twee verdiepingen en vier slaapkamers, gelegen Alsebergsesteenweg 867, deel uitmaakt van het gemeentelijk vermogen beheerd door de dienst Grondregie en Huisvesting;

Overwegende dat het interieur van dit gebouw in de jaren 1990 gerenoveerd werd door de gemeente Ukkel en het daarna verhuurd werd;

Dat het huurcontract van de huurder die het al 20 jaar gebruikte en er een groot gezin onderhield door het gerecht ontbonden werd op 31 mei 2018 wegens achterstallige huur en kosten, maar ook wegens het gebrekkige onderhoud van de woning;

Dat de huurder, een oudere vrouw, haar achterstallige huur en kosten op 31 december 2018 vereffend heeft, maar een uitkering van het OCMW trekt als onvermogen en gehandicapt;

Dat de plaatsbeschrijving bij verlaten bovendien aanzienlijke huurschade vaststelt, die het voorwerp uitgemaakt heeft van een gerechtelijk onderzoek dat nog steeds lopend is;

Overwegende dat het goed sindsdien leegstaat, maar meermaals bezet werd door krakers die er met braak binnengedrongen zijn en vandalistisch opgetreden hebben, zelfs nadat er maatregelen getroffen werden om de ingangen te beveiligen;

Dat om de voorgaande redenen en tevens wegens de noodzaak om renovatiewerken binnen en misschien aan de buitenkant uit te voeren dit huis niet meer opnieuw verhuurd kon

worden;

Overwegende dat de uitvoering van de bouwkundige en stabiliteitsonderzoeken, desgevallend de verkrijging van een stedenbouwkundige vergunning, de beslissingnames van de gemeentelijke organen en van de hogere overheid en de uitvoering ervan met het begin van de operationele fase van het heraanlegproject dat goedgekeurd zal zijn voor de woning in de Alsembergsesteenweg 867 niet kunnen plaatsvinden voor een termijn van minstens twee jaar;

Overwegende dat de gemeente Ukkel niet alleen de partners van het maatschappelijk middenveld wil ondersteunen, maar ook actief wil bijdragen aan burgerinitiatieven ten bate van het tijdelijk opnieuw huisvesten van kwetsbaren en daklozen door minstens een van haar woningen ter beschikking te stellen van de hierboven bedoelde personen gedurende een periode om te herstellen en een duurzame woning te vinden;

Overwegende bovendien dat de gemeente, die meermaals het slachtoffer van vandalisme en illegale bezetting van dit gebouw geworden is, het wil beschermen, meer bepaald door er een permanente aanwezigheid te verzekeren om de pogingen tot binnendringing en plundering te ontraden;

Overwegende tot slot dat de gemeente, uit zorg om haar onroerend vermogen te beschermen, wenst dat dit goed bezet blijft in afwachting van een beslissing voor de definitieve bestemming ervan, in het bijzonder de goedkeuring van een renovatieproject;

Overwegende dat de gebruiksovereenkomst gesloten zal worden om het gebouw op te waarderen en bij te dragen aan de beveiliging ervan, tot de werkelijke aanvang van de werken;

Overwegende de wil van de eigenaar om het gebouw op te nemen in zijn projecten rond stadsvernieuwing en stadsbeleid;

Overwegende dat de eigenaar de definitieve bestemming, de planning en de bijhorende werken moet vastleggen;

Overwegende de termijnen die nodig zijn voor de goedkeuring en de uitvoering van de beslissingen en projecten;

Overwegende de wil van de gemeente om het goed toe te vertrouwen aan de gebruiker, die ervaring opgedaan heeft in het tijdelijk beheer van leegstaande gebouwen;

Overwegende de noodzaak op vlak van huisvesting;

Overwegende de voorbeeldfunctie van de gemeente;

Overwegende dat, op basis van de informatie bezorgd door de dienst Stadsvernieuwing, een vereniging zonder winstoogmerk, erkend door de BGHM en die een subsidie van het Brussels gewest krijgt voor integratie via huisvesting, meteen grote interesse voor het huis in de Alsembergsesteenweg 867 getoond heeft;

Dat deze vereniging ervaring heeft om samen te werken met de overheid op het grondgebied van Brussel-Hoofdstad en kennis opgedaan heeft in het domein van het tijdelijk individueel opnieuw huisvesten, zowel van alleenstaanden, meestal daklozen, als van kwetsbare gezinnen;

Dat deze modelpartner in de verenigingssector van huisvesting in Brussel zijn projecten ontwikkelt in samenwerking met verschillende gemeenten en met openbare vastgoedmaatschappijen;

Dat ze sterke interesse toont om een integratieproject te begeleiden in het gebouw in de Alsembergsesteenweg 867, bij voorkeur ten bate van een gezin met kinderen, dus door een stabiele bezetting te verkiezen boven een transitwoning, echter zonder alleenrecht;

Overwegende dat deze vereniging hiervoor bereid is om een tweepartijovereenkomst met de gemeente Ukkel te sluiten in de vorm van een tijdelijke bezetting, zonder betaling van een contante prijs, maar door financieel bepaalde werken voor haar rekening te nemen behalve de grote renovatiewerken, waarvan de lijst volgt en die ter informatie opgenomen zijn in de bijlage bij de ontwerpovereenkomst :

- de aanpassing aan de normen van de elektrische installaties;
- de controle van de verwarmingskring;
- het pleister- en verfwerk, algemene opfrissing;
- de vervanging van de onbruikbare boiler;
- de plaatsing van een keuken;
- de renovatie van de badkamer;

Dat haar afgevaardigden het goed bezocht hebben en deze werken op ongeveer € 8.000 hebben kunnen ramen;

Dat slechts bepaalde werken die in normale omstandigheden hoe dan ook bij de eigenaar rusten door de gemeente gedragen zouden worden, zoals beschreven in de onderstaande ontwerpovereenkomst;

Dat de individuele gebruikers geen partij zijn bij de overeenkomst, maar er de begunstigden van zijn;

Overwegende dat de overeenkomsten voor de terbeschikkingstelling van een tijdelijke woning die de voornoemde vereniging sluit niet onderworpen zijn aan de regels van de Huisvestingscode (ordonnantie van 27 juli 2017 houdende de regionalisering van de woninghuurovereenkomst), noch aan de toepasselijke EPB-reglementering in geval van verhuring;

Overwegende dat de ontwerpovereenkomst van tijdelijk gebruik tot wederopzeggens, opgesteld door de kandidaat-vereniging, nagelezen en gewijzigd werd door de dienst Grondregie en door de Juridische dienst, meer bepaald wat betreft de duur (liever vast dan onbepaald), de prijs (betaald in natura, door sommige herstellingswerken als compensatie voor het gebrek aan contante betaling) en de verzekeringen, en de goedkeuring gekregen heeft van de juristen van de kandidaat-gebruiker;

Overwegende het belang van de partijen om een termijn van twee jaar te voorzien, die verlengd kan worden voor opeenvolgende periodes van een jaar, om de gemeente de nodige tijd te geven om een toekomstig project uit te werken, zoals hiervoor uitgelegd, en om de gebruiker de tijd te geven uit de kosten te komen waaraan hij blootgesteld werd tijdens de herstelling van het gebouw door ze over een toereikende duur te compenseren door middel van bijdragen aan de kosten betaald door de begunstigden van de onderovereenkomsten (werkelijke gebruikers);

Dat bovendien aan het einde van de overeenkomst een termijn nodig zal zijn om het opnieuw huisvesten en de overdracht van de sociale begeleiding ervan te organiseren;

Overwegende dat gezien de erg moeilijke situatie van personen in de wacht de vereniging wenst dat de herstellingswerken voorafgaand aan de bezetting zo snel mogelijk uitgevoerd kunnen worden;

Dat de kandidaat-gebruiker wenst dat de gemeentediensten betrokken zijn bij het project dat zich niet beperkt tot het tijdelijk opnieuw huisvesten, maar ook straathoekwerk voorziet, dat verzekerd zou worden met de hulp van de dienst Preventie en het departement Sociale Actie;

Dat gezien de voorgaande elementen, kenmerkend voor de aard van de hulprelatie aan personen via huisvesting, die aangeknoopt wordt met de tijdelijke gebruiker, het in geval van vroegtijdige verbreking van de overeenkomst door de eigenaar gerechtvaardigd lijkt dat deze laatste een opzegtermijn van drie maanden toekent aan de eerste;

Overwegende bovendien dat de gebruiker zich ertoe verbindt de gepaste verzekeringspolissen aan te gaan om de risico's inzake huur en burgerlijke aansprakelijkheid te dekken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen,

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen om het woonhuis gelegen Alsebergsesteenweg 867 ter beschikking te stellen van de vereniging zonder winstoogmerk "Fédération Bruxelloise de

l'Union pour le Logement" (FéBUL), gevestigd Vooruitgangstraat 333 bus 1 te 1030 Brussel, en het tijdelijk gebruik tot wederopzeggens te kiezen als beheerswijze van het goed, toegestaan ten bate van alleenstaanden of kwetsbare gezinnen in afwachting van huisvesting, en op de volgende voornaamste voorwaarden :

- geen contante prijs, maar betaling in natura als compensatie voor het gebruik van het goed, meer bepaald sommige herstellingswerken gedragen door de gebruiker, voor een kost geraamd op € 8.000, hierna opgesomd en opgenomen in de bijlage bij de overeenkomst, verschillend van de renovatiewerken die verricht zullen worden na de tijdelijke bezetting;
- bepaalde duur van twee jaar, die aanvangt op 1 maart 2020 en die op vraag van de gebruiker verlengd kan worden voor opeenvolgende periodes van een jaar, middels een opzegtermijn van drie maanden;
- mogelijkheid voor de eigenaar om de overeenkomst vroegtijdig stop te zetten middels een opzegtermijn van drie maanden;
- voorlegging door de gebruiker van het bewijs van ondertekening en betaling van de verzekeringspremies die de risico's inzake huur en burgerlijke aansprakelijkheid dekken;
- de ontwerpovereenkomst van tijdelijk gebruik tot wederopzeggens, met daarin onder andere de hierboven opgesomde voorwaarden, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

2020 02 07 Liste indic.trav.avt occup.tempor._nl.docx, 2020 02 07

Proj.conv.occup.précaire-version DEFIN.pdf, 2015 10 01 Modif.statuts FeBUL .pdf, 2018

06 21 AG-Nomin.administr.FEBUL.pdf, 2020 02 07 Liste indic.trav.avt occup.tempor.pdf,

2020 02 07 Proj.conv.occup.précaire-version DEFIN._nl.docx

20.02.2020/A/0008 **Régie foncière.- Terrain rue de Stalle, entre les numéros 244 et 250.- Adoption du compromis de vente.- Poursuite de la procédure.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Vu la délibération numéro 016/05.09.2019/A/0010 par laquelle le Conseil communal a décidé du principe d'aliéner la parcelle décrite ci-après, de gré à gré, d'arrêter le prix minimal, d'approuver le cahier des charges contenant les autres conditions de la vente, et de recourir au ministère d'un notaire pour établir le projet et passer l'acte de vente;

Vu le courrier du 14 octobre 2019, par lequel Bruxelles Pouvoirs Locaux a notifié que la délibération visée ne soulevait aucune objection de sa part;

Considérant que le terrain situé rue de Stalle, entre les numéros 244 et 250, correspondant à la parcelle cadastrée 6ème division, section G, sous le n° 125 v 6, qui développe une superficie de 189 m² et est affectée au patrimoine géré par la Régie foncière communale, a été présenté aux investisseurs et aux particuliers dans le courant du mois d'octobre 2019;

Considérant qu'en date du 10 décembre 2019, le Conseil a approuvé l'offre d'achat émise par l'unique candidat pour un prix total et définitif de 115.000 €:

Considérant que le Notaire désigné par la Commune d'Uccle a préparé un compromis de

vente et que celui-ci a été validé par le Notaire de l'acheteur;
Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,
Décide :

- d'adopter le projet de compromis établi conformément aux conditions de la vente, à conclure avec la société anonyme CITI, établie rue Fernand Neuray, 14 à 1050 Bruxelles et représentée par Monsieur Anatoli Geldfeld;
- de charger le Collège des Bourgmestre et échevins de conclure le compromis de vente du terrain situé rue de Stalle, entre les numéros 244 et 250, et à la signature de l'acte authentique par la suite.

Le Conseil approuve le point.
31 votants : 31 votes positifs.

Grondregie.- Terrein Stallestraat, tussen de nummers 244 en 250.- Goedkeuring van de verkoopovereenkomst.- Vervolg van de procedure.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op het artikel 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Gelet op de beraadslaging nummer 016/05.09.2019/A/0010, waarbij de gemeenteraad besloten heeft tot het principe om onderhands afstand te doen van het hierna beschreven perceel, de minimumprijs vast te leggen, het bestek met de andere verkoopvoorwaarden goed te keuren en een beroep te doen op een notaris om het project op te stellen en de koopakte te verlijden;

Gelet op het schrijven van 14 oktober 2019, waarin Brussel Plaatselijke Besturen betekend heeft dat de beoogde beraadslaging geen enkel bezwaar van zijn kant opwierp;

Overwegende dat het terrein in de Stallestraat, tussen nummer 244 en 250, dat overeenkomt met het gekadastraerd perceel 6e afdeling, sectie G, onder nr. 125 v 6, met een oppervlakte van 189 m² en bestemd tot het vermogen beheerd door de gemeentelijke Grondregie, in de loop van oktober 2019 aan de investeerders en particulieren voorgesteld werd;

Overwegende dat de raad op 10 december 2019 het aankoopbod van de enige kandidaat voor een definitief totaalbedrag van € 115.000 goedgekeurd heeft;

Overwegende dat de notaris aangesteld door de gemeente Ukkel een verkoopovereenkomst voorbereid heeft en dat die bekrachtigd werd door de notaris van de koper;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

Het ontwerp van overeenkomst goed te keuren, opgesteld overeenkomstig de verkoopvoorwaarden, te sluiten met de naamloze vennootschap CITI, gevestigd Fernand Neuraystraat 14 te 1050 Brussel en vertegenwoordigd door de heer Anatoli Geldfeld;

Het college van burgemeester en schepenen de opdracht te geven de verkoopovereenkomst van het terrein in de Stallestraat, tussen nummer 244 en 250, te sluiten en vervolgens de authentieke akte te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.
Stefan Cornelis entre en séance / treedt in zitting.
Valérie Gillès de Pelichy entre en séance / treedt in zitting.
Chiraz El Fassi entre en séance / treedt in zitting.
Hans Marcel Joos Van de Cauter entre en séance / treedt in zitting.
Patrick Zygas entre en séance / treedt in zitting.
Daniel Hublet quitte la séance / verlaat de zitting.

20.02.2020/A/0009 **Approbation du budget de la Régie foncière pour l'exercice 2020.**

Le Conseil,
Vu que le Collège soumet au vote du Conseil communal les prévisions budgétaires de la Régie foncière pour l'exercice 2020;
Vu que la nouvelle présentation du budget imposée par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 se subdivise en budget d'exploitation et en budget patrimonial;
Vu le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2020;
Vu les articles 93, 117 et 261 à 263 de la nouvelle loi communale organisant les Régies communales;
Vu les articles 1 à 13 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.11.2003 relatifs aux budgets des Régie communales ;
Sur proposition du Collège échevinal,
Décide :
- d'adopter le budget de la Régie foncière pour l'exercice 2020;
- de rendre non limitatives les allocations des chapitres des dépenses d'exploitation et de gestion ordinaire de la Régie ;
- de soumettre la présente résolution et ses annexes aux formalités de publication et à l'approbation des autorités de tutelle.

Vote sur le premier et deuxième amendement proposés par M. Cools : votants : 33 (Mmes Fremault, Egrix et M. Toussaint absents), Positif : 6, Abstention : 2, Négatif : 25.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 27 votes positifs, 6 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Chiraz El Fassi, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Marc Cools, Bernard Hayette, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré.

Abstentions : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux.

Goedkeuring van de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2020.

De Raad,
Aangezien het College de begrotingsvoorzieningen van de Grondregie voor het dienstjaar 2020 aan de stemming van de Gemeenteraad onderwerpt;
Aangezien het nieuwe voorstellen van de begroting opgelegd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 november 2003 wordt onderverdeeld in exploitatiebegroting en patrimoniale begroting;
Gelet op de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2020;
Gelet op artikels 93, 117 en 261 tot 263 van de nieuwe Gemeentewet houden organisatie

van de Gemeentebedrijven;

Gelet op artikels 1 tot 13 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 6.11.2003 met betrekking tot de begrotingen van de Gemeentebedrijven;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit :

- de begroting van de Grondregie voor het dienstjaar 2020 te aanvaarden;
- een onbeperkt karakter te geven aan de posten van de hoofdstukken van de exploitatieuitgaven en van gewoon beheer van de Regie;
- de huidige beslissing en haar bijlagen aan de formaliteiten van bekendmaking en goedkeuring van de voogdijoverheid te onderwerpen.

Stemming over het eerste en het tweede amendement voorgesteld door de h. Cools :

Stemmers : 33 (Mevr. Fremault, Egrix et de h. Toussaint afwezig), Positief : 6, Onthouding : 2, Negatief : 25.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 27 positieve stemmen, 6 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Chiraz El Fassi, Hans Marcel Joos Van de Caeter, Marc Cools, Bernard Hayette, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré.

Onthoudingen : Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux.

2 annexes / 2 bijlagen

Projet de budget 2020 Fr.pdf, Budget-exercice 2020.pdf

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Maintenance - Onderhoud

20.02.2020/A/0010 **Ecole du Val Fleuri.- Relighting (remplacement des luminaires intérieurs et du système de commande).- Approbation des conditions du marché.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 24 novembre 2016 (#016/24.11.2016/A/0021#) approuvant l'adhésion de l'administration communale d'Uccle à la centrale de marchés de l'Intercommunale INTERFIN pour la passation, l'exécution et le financement de travaux, de fournitures et de services en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie au profit des Pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale et le règlement régissant la centrale de marchés précitée;

Considérant que l'Intercommunale INTERFIN a pour objet, notamment, la coordination de l'action des communes bruxelloises au sein de Sibelga, le gestionnaire des réseaux de distribution de gaz et d'électricité, et l'utilisation rationnelle de l'électricité, du gaz et de la chaleur sous toutes ses formes;

Vu la délibération du Collège échevinal du 6 décembre 2018 (#016/06.12.2018/B/0026#) approuvant les trois fiches projets établies par Sibelga relatives aux offres et honoraires des bureaux d'études pour la réalisation des travaux envisagés en matière d'utilisation performante et rationnelle de l'énergie sur trois sites (Ecole du Val Fleuri : relighting, école Longchamp et école de Saint-Job : rénovation production de chauffage, eau chaude sanitaire et mise en conformité chaufferie) pendant l'été 2019 en vue d'autoriser Sibelga à passer commande des études auprès des bureaux d'études concernés, le financement de la

dépense envisagée par emprunt, l'engagement de la dépense envisagée, soit 44.356 € (tva comprise) à l'article 137/747-60/85 du budget extraordinaire 2018 et la prise pour information du Conseil communal de sa délibération lors de sa plus prochaine séance;

Vu la prise pour information par le Conseil communal de la délibération précitée en séance du 24 janvier 2019 (#016/24.01.2019/A/0004#);

Considérant que, vu ce qui précède, il est nécessaire de procéder au relighting envisagé (remplacement des luminaires intérieurs et du système de commande de ceux-ci) à l'école du Val Fleuri;

Considérant qu'il y a lieu de lancer un marché public de travaux;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a, en collaboration avec le bureau d'études ATENG, rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense de 255.000,00 € (hors majoration 10 % et tva autoliquidation 6 %), soit 297.330,00 € (majoration 10% et tva autoliquidation 6% comprises);

Considérant qu'il y a lieu d'engager la dépense précitée à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2020 sous réserve d'approbation du budget 2020 par le Collège, le Conseil et la Tutelle;

Considérant qu'une modification budgétaire de 300.000,00 € sera sollicitée dans les prochaines semaines à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2020;

Vu l'arrêté royal du 15 décembre 2015 du S.P.F. Finances modifiant l'arrête royal n°20 du 20 juillet 1970, fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux et abaissant à partir du 1er janvier 2016 le taux de tva de 21% à 6% pour les bâtiments scolaires;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics,

Approuve :

- le projet de relighting (remplacement des luminaires intérieurs et du système de commande de ceux-ci) à l'école du Val Fleuri;
- les documents d'adjudication y relatifs, à savoir le cahier spécial des charges et le plan général de sécurité et de santé;
- la procédure de passation d'un marché public de travaux par procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41, § 1er, 2°, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;
- l'estimation de la dépense totale envisagée, à savoir 255.000,00 € (hors majoration 10 % et tva autoliquidation 6 %), soit 280.500,00 € (majoration 10 % comprise et hors tva autoliquidation 6 %), soit 297.330,00 € (majoration 10 % et tva autoliquidation 6 % comprises) à engager à l'article 722/724-60/85 du budget extraordinaire 2020 sous réserve d'approbation du budget 2020 par le Collège, le Conseil et la Tutelle;
- le financement de la dépense envisagée par emprunt;
- la transmission du dossier in extenso aux services de la tutelle pour approbation

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

School Val Fleuri.- Relighting (vervanging van binnenarmaturen en van het regelsysteem).- Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht.

De Raad,

Gelet op zijn beraadslaging van 24 november 2016 (#016/24.11.2016/A/0021#) tot goedkeuring van de aansluiting van het gemeentebestuur van Ukkel bij de opdrachtcentrale van de intercommunale INTERFIN voor de plaatsing, uitvoering en

financiering van werken, leveringen en diensten voor het efficiënt en rationeel energiegebruik ten bate van de lokale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot goedkeuring van het reglement dat de voornoemde opdrachtcentrale regelt;

Overwegende dat de intercommunale INTERFIN meer bepaald als doel heeft de acties van de Brusselse gemeenten binnen Sibelga, de beheerder van het gas- en elektriciteitsverdeelnet, en het rationeel gebruik van elektriciteit, gas en warmte in alle vormen te coördineren;

Gelet op de beraadslaging van het schepencollege van 6 december 2018 (#016/06.12.2018/B/0026#) tot goedkeuring van de drie projectfiches die opgesteld werden door Sibelga met betrekking tot de offertes en erelonen van de studiebureaus voor de uitvoering van de geplande werken inzake efficiënt en rationeel energiegebruik op drie terreinen (school Val Fleuri: relighting, school Longchamp en school Saint-Job: renovatie productie van verwarming en warm tapwater en in overeenstemming brengen van de stookplaats) tijdens de zomer van 2019 om Sibelga toestemming te verlenen om de studies aan te vragen bij de betrokken studiebureaus, en tot goedkeuring van de financiering van de overwogen uitgave via lening, van de vastlegging van de overwogen uitgave, hetzij € 44.356 (inclusief btw), op artikel 137/747-60/85 van de buitengewone begroting 2018 en van de kennisneming door de gemeenteraad van zijn beraadslaging tijdens de volgende zitting;

Gelet op de kennisneming door de gemeenteraad van de voornoemde beraadslaging in zitting van 24 januari 2019 (#016/24.01.2019/A/0004#);

Overwegende dat het gelet op het voorgaande noodzakelijk is over te gaan tot de overwogen relighting (vervangen van de binnenverlichting en van het bedieningssysteem ervan) in school Val Fleuri;

Overwegende dat er een overheidsopdracht van werken uitgeschreven moet worden;

Overwegende dat de dienst Onderhoud van de gemeentebouwen in samenwerking met het studiebureau ATENG het bestek opgesteld heeft, dat een uitgave van € 255.000,00 (uitgezonderd 10 % verhoging en verlegging 6 % btw) voorziet, hetzij € 280.500,00 (inclusief 10 % verhoging en uitgezonderd verlegging 6 % btw), hetzij € 297.330,00 (inclusief 10 % verhoging en verlegging 6 % btw);

Overwegende dat de voornoemde uitgave vastgelegd moet worden op artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2020 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2020 door het college, de raad en de Voogdij;

Overwegende dat een begrotingswijziging van € 300.000,00 zal aangevraagd worden in de volgende weken aan artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2020 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 december 2015 van de FOD Financiën tot wijziging van koninklijk besluit nr. 20 van 20 juli 1970 tot vaststelling van de tarieven van de belasting over de toegevoegde waarde, tot indeling van de goederen en de diensten bij die tarieven en tot verlaging van het btw-tarief voor schoolgebouwen van 21 % naar 6 % vanaf 1 januari 2016;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 41 §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten,

Keurt het volgende goed :

- het project van relighting (vervangen van de binnenverlichting en van het bedieningssysteem ervan) in school Val Fleuri;
- de bijhorende opdrachtdocumenten, meer bepaald het bestek en het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan;
- de plaatsingsprocedure van een overheidsopdracht van werken via vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 §1, 2° van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;
- de raming van de totale overwogen uitgave, meer bepaald € 255.000,00 (uitgezonderd

10 % verhoging en verlegging 6 % btw), hetzij € 280.500,00 (inclusief 10 % verhoging en uitgezonderd verlegging 6 % btw), hetzij € 297.330,00 (inclusief 10 % verhoging en verlegging 6 % btw), vast te leggen op artikel 722/724-60/85 van de buitengewone begroting 2020 onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2020 door het college, de raad en de Voogdij;

- de financiering van de overwogen uitgave via lening;
- de overmaking in extenso van het dossier aan de diensten van de Voogdij door goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

22 annexes / 22 bijlagen

Ec Val Fleuri_sous-sol.pdf, Ec Val Fleuri_2ème étage_2de verdiep.pdf, Ec Val Fleuri_+1_Links.pdf, Ec Val Fleuri_+2_Rechts.pdf, Ec Val Fleuri_HT_HS.pdf, 940 001 Lastenboek V0808_Adapté.pdf, Critère attribution n°5 qualité matériel_Gunningscriterium nr 5 kwaliteit materiaal.pdf, Ec Val Fleuri_-1_Bib_Td S01.pdf, Ec Val Fleuri_-Tab rdc_Rechts.pdf, Ec Val Fleuri_-Tab rdc_Links.pdf, Ec Val Fleuri_+1_Rechts.pdf, 940 001 Cahier de charge V0808_Adapté.pdf, Rapport BTV.pdf, Csch_Val Fleuri_Relighting_Clauses admin.pdf, Ec Val Fleuri_ALSB_TGBT.pdf, Ec Val Fleuri_+2_Links.pdf, Val Fleuri Relighting GVP.pdf, Val Fleuri Relighting PSS.pdf, Ec Val Fleuri_rdc_gelijkvloers.pdf, 940 002 Métré Meetstaat V0808.pdf, Bestek_Val Fleuri_Relighting_Admin bepalingen.pdf, Ec Val Fleuri_1er étage_1ste verdiep.pdf

SIPPT - IDPBW

SIPPT - IDPBW

20.02.2020/A/0011 **Pour information : Plan d'action annuel 2020 et du Plan Global de Prévention 2020-2024.**

Le Conseil,

Attendu que le Code du bien-être au travail prévoit dans le Livre Ier. – Principaux généraux, Titre 2. – Principes généraux relatifs à la politique du bien-être, l'article I.2-9 que l'employeur établit, en concertation avec les membres de la ligne hiérarchique et les services de prévention et de protection au travail, un plan d'action annuel visant à promouvoir le bien-être au travail pour l'exercice de l'année suivante;

Attendu que ce plan d'action annuel, qui se base sur le plan global de prévention, est établi par écrit et détermine :

- les objectifs prioritaires dans le cadre de la politique de prévention pour l'exercice de l'année suivante;
- les moyens et les méthodes pour atteindre ces objectifs;
- les missions, obligations et moyens de toutes les personnes concernées;
- les adaptations à apporter au plan global de prévention suite à un changement de circonstances, aux accidents et aux incidents survenus dans l'entreprise ou l'institution, au rapport annuel du service interne de prévention et de protection au travail de l'année civile

précédente et aux avis donnés par le Comité durant l'année civile précédente;

Attendu que le Code du bien-être au travail prévoit dans le Livre Ier. – Principaux généraux, Titre 2. – Principes généraux relatifs à la politique du bien-être, l'article I.2-8 que l'employeur établit, en concertation avec les membres de la ligne hiérarchique et les services de prévention et de protection au travail, un plan global de prévention pour un délai de cinq ans où sont programmées les activités de prévention à développer et à appliquer, en tenant compte de la taille de l'entreprise et de la nature des risques liés aux activités de l'entreprise;

Attendu que ce plan global de prévention est établi par écrit et comprend notamment :

- les résultats de l'identification des dangers et la définition, la détermination et l'évaluation des risques;
- les mesures de prévention à établir;
- les objectifs prioritaires à atteindre;
- les activités à effectuer et les missions à accomplir afin d'atteindre ces objectifs;
- les moyens organisationnels, matériels et financiers à affecter;
- les missions, obligations et moyens de toutes les personnes concernées;
- le mode d'adaptation de ce plan global de prévention lors d'un changement de circonstances;
- les critères d'évaluation de la politique en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

Attendu que le S.I.P.P.T. a présenté les 2 plans au Comité P.P.T. en sa séance du 16 décembre 2019 et qu'ils ont été approuvés en sa séance du 20 janvier 2020,

Prend pour information le plan d'action annuel 2020 et le plan global de prévention 2020-2024 approuvés par le Collège en sa séance du 11 février 2020.

Le Conseil prend connaissance.

Ter informatie : Jaaractieplan 2020 en globaal preventieplan 2020-2024.

De Raad,

Gelet op de Codex over het welzijn op het werk, Boek I. - Algemene beginselen, Titel 2. - Algemene beginselen betreffende het welzijnsbeleid, artikel I.2-9: "De werkgever stelt, in overleg met de leden van de hiërarchische lijn en de dien-sten voor preventie en bescherming op het werk, een jaaractieplan op ter bevordering van het welzijn op het werk tijdens het volgende dienstjaar.";

Aangezien dit jaaractieplan, gesteund op het globaal preventieplan, schriftelijk wordt opgesteld en het volgende bepaalt :

- de prioritaire doelstellingen in het kader van het preventiebeleid van het volgend dienstjaar;
- de middelen en methoden om deze doelstellingen te bereiken;
- de opdrachten, verplichtingen en middelen van alle betrokken personen;
- de aanpassingen die moeten aangebracht worden aan het globaal preventieplan ingevolge gewijzigde omstandigheden, de ongevallen en incidenten die zich in de onderneming of instelling hebben voorgedaan, het jaarverslag van de interne dienst van het voorbije burgerlijk jaar en de adviezen van het Comité tijdens het voorbije burgerlijk jaar;

Gelet op de Codex over het welzijn op het werk, Boek I. - Algemene beginselen, Titel 2. - Algemene beginselen betreffende het welzijnsbeleid, artikel I.2-8: "De werkgever stelt, in overleg met de leden van de hiërarchische lijn en de diensten voor preventie en bescherming op het werk, een globaal preventieplan op voor een termijn van vijf jaar waarin de te ontwikkelen en toe te passen preventieactiviteiten worden geprogrammeerd, rekening houdend met de grootte van de onderneming en de aard van de risico's verbonden

aan de activiteiten van de onderneming."

Aangezien dit globaal preventieplan schriftelijk wordt opgesteld en het volgende omvat :

- de resultaten van de identificatie van de gevaren en het vaststellen, nader bepalen en evalueren van de risico's;
- de vast te stellen preventiemaatregelen;
- de te bereiken prioritaire doelstellingen;
- de activiteiten die moeten worden verricht en de opdrachten die moeten worden uitgevoerd om deze doelstellingen te bereiken;
- de organisatorische, materiële en financiële middelen die moeten worden aangewend;
- de opdrachten, verplichtingen en middelen van alle betrokken personen;
- de wijze waarop het globaal preventieplan wordt aangepast aan gewijzigde omstandigheden;
- de criteria voor de evaluatie van het beleid inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

Aangezien de preventieadviseur van de IDPBW de 2 plannen heeft voorgesteld aan het PBW-comité in zitting van 16 december 2019 en ze goedgekeurd werden in zitting van 20 januari 2020,

Neemt kennis van het jaaractieplan 2020 en het globaal preventieplan 2020-2024 goedgekeurd door het College in zitting van 11 februari 2020.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Plan Global de Prévention 2020-2024.pdf, Plan d'action annuel 2020.pdf

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

20.02.2020/A/0012 **Appel à projet Fonds Suzanne et Louise Matelart - Mise en valeur et amélioration des lieux publics-places, ronds-points, parcs et jardins - par la création, la réalisation ou la rénovation d'espaces publics et le placement d'œuvres-d'art dans la région de Bruxelles-capitale.- Espace Floride.- Approbation de la convention.**

Le Conseil,

Vu la candidature introduite par le Service Vert auprès de la Fondation Roi Baudouin dans le cadre de l'appel à projets Fonds Suzanne et Louise Matelart;

Vu que le Fonds a pour objectif la mise en valeur et l'amélioration des lieux publics-places, ronds-points, parcs et jardins - par la création, la réalisation ou la rénovation d'espaces publics et le placement d'œuvres-d'art dans la région de Bruxelles-capitale;

Vu que le but poursuivi sera de favoriser l'attrait de ces lieux pour inciter les habitants à s'y retrouver dans un cadre culturel de qualité, favorisant la convivialité;

Vu que ce projet a pour but d'embellir le rond-point « Floride » pour les habitants du quartier et tous les ucclois, de célébrer le patrimoine artistique ucclois (donation à la commune d'Uccle de la statue appelée « L'anneau »), de créer un lieu de rencontre pour les habitants du quartier d'intégrer une végétalisation durable plus en phase avec la réalité climatique d'aujourd'hui et de déminéraliser les surfaces en végétalisant davantage le lieu;

Considérant que ce projet a été retenu par le jury;
Vu la convention entre la Fondation Roi Baudouin et la Commune d'Uccle précisant les dispositions liées à cette subvention;
Considérant que la première tranche de ce subside sera versée à la remise de la convention signée,
Décide d'approuver la présente convention.

Le Conseil approuve le point.
36 votants : 36 votes positifs.

Oproep voor projecten Fonds Suzanne en Louise Matelart.- Verbetering van openbare plaatsen - pleinen, rotondes, parken en tuinen - door het creëren, bouwen of renoveren van openbare ruimtes en het plaatsen van kunstwerken in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.- Florida.- Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad,
Gelet op de kandidatuur ingediend door de Groendienst bij de Koning Boudewijnstichting in het kader van de projectoproep Fonds Suzanne en Louise Matelart;
Aangezien het Fonds als doelstelling heeft openbare ruimtes, pleinen, rotondes, parken en tuinen op te waarderen en te verbeteren door openbare ruimtes aan te leggen, in te richten of te renoveren en door kunstwerken te plaatsen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
Aangezien het de bedoeling is om de aantrekkingskracht van deze plaatsen te vergroten om de buurtbewoners aan te sporen er elkaar te ontmoeten in een kwalitatief cultureel kader dat aanzet tot gezelligheid;
Aangezien dit project als doel heeft om de rotonde Florida te verfraaien voor de buurtbewoners en voor alle Ukkelaars, om het artistiek erfgoed in Ukkel te eren (schenking aan de gemeente Ukkel van het beeld "De ring"), om een ontmoetingsplaats te creëren voor de buurtbewoners, om er duurzame beplanting te voorzien die beter aangepast is aan het hedendaagse klimaat en om de oppervlakken te demineraliseren door de plaats meer te beplanten;
Overwegende dat dit project door de jury geselecteerd werd;
Gelet op de overeenkomst tussen de Koning Boudewijnstichting en de gemeente Ukkel waarin de bepalingen in verband met deze subsidie vastgelegd zijn;
Overwegende dat de eerste schijf van deze subsidie overgeschreven zal worden na het indienen van de ondertekende overeenkomst,
Beslist de onderhavige overeenkomst goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
Convention.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

20.02.2020/A/0013 **Enseignement communal.- Ecole du Merlo.- Projet de convention.**

Le Conseil,

Attendu que l'école du Merlo sollicite la possibilité de développer un projet transversal permettant aux élèves de mettre en application les apprentissages mathématiques dans le cadre de la réalisation d'un bac à sable en bois;

Que ce projet se ferait en partenariat avec l'EFP - section menuiserie - qui assurerait l'encadrement technique du projet;

Que les élèves se rendraient dans les ateliers de menuiserie de l'EFP pour y réaliser le bac à sable encadrés par les professeurs de menuiserie;

Que les frais de personnel sont pris en charge par l'EFP;

Que les frais annexes seront pris en charge par l'école;

Que ce type de projet est une réelle plus-value dans le cadre des apprentissages;

Qu'il permet un véritable décloisonnement des apprentissages et une mise en pratique des apprentissages théoriques;

Qu'une convention de partenariat doit être établie,

Décide, sur base de la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins, d'autoriser le projet de partenariat entre l'école du Merlo et l'EFP et de ratifier la Convention de partenariat.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeenteonderwijs.- School Merlo.- Ontwerp van overeenkomst.

De Raad,

Aangezien de school Merlo een transversaal project wenst op te starten waarbij leerlingen wiskundige kennis kunnen toepassen bij de realisatie van een houten zandbak;

Aangezien dit project zal verlopen in samenwerking met de schrijnwerkdienst van het EFP die zal zorgen voor de technische omkadering van het project;

Aangezien de leerlingen naar de schrijnwerkdienst van het EFP zullen gaan om de zandbak te maken, omkaderd door de leerkrachten schrijnwerkerij;

Aangezien de personeelskosten ten laste van het EFP vallen;

Aangezien de bijkomende kosten ten laste van de school vallen;

Aangezien een dergelijk project een echte meerwaarde biedt in het kader van kennisverwerving;

Aangezien theoretische kennis in de praktijk omgezet kan worden;

Aangezien er een samenwerkingsovereenkomst opgesteld moet worden,

Beslist op basis van het voorstel van het college van burgemeester en schepenen zijn goedkeuring te verlenen aan het samenwerkingsproject tussen de school Merlo en het EFP en de samenwerkingsovereenkomst te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

20-01-14 - EFP - MERLO - convention.pdf

20.02.2020/A/0014 **Enseignement communal.- Plan de pilotage.- Convention d'accompagnement - CCEP**

Le Conseil,

Attendu que l'article 67 du décret "Missions" du 24 juillet 1997 tel qu'amendé par le décret "pilotage" voté le 12 septembre 2018 par le Parlement de la Communauté française prévoit

que le dispositif d'accompagnement et de suivi proposé par le CECP dans le cadre du nouveau dispositif de pilotage doit faire l'objet d'une contractualisation entre chaque pouvoir organisateur et la fédération de pouvoirs organisateurs à laquelle il est affilié - le CECP dans le cas présent;

Que la contractualisation relève des compétences du Conseil communal;

Que 6 écoles communales sont entrées dans la troisième phase de mise en oeuvre des plans de pilotage, à savoir :

- l'école fondamentale du CENTRE;
- l'école fondamentale du HOMBORCH - Petite Section;
- l'école primaire du HOMBORCH - Grande Section;
- l'école fondamentale du VAL FLEURI - Petite Section;
- l'école primaire du VAL FLEURI - Grande Section;
- l'école primaire du MERLO;

Que les projets de convention sont annexés à la présente délibération,

Approuve les projets de convention d'accompagnement et de suivi dans le cadre du dispositif de pilotage des 6 écoles communales retenues dans la troisième phase des plans de pilotage pour les écoles du CENTRE, du HOMBORCH (Petite Section), du HOMBORCH (Grande Section), du VAL FLEURI (Petite Section), du VAL FLEURI (Grande Section) et du MERLO avec le CECP.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeenteonderwijs.- Pilotplan.- Begeleidingsovereenkomst - CECP

De Raad,

Aangezien artikel 67 van het decreet "Missions" van 24 juli 1997 zoals geamendeerd door het decreet "pilotage", goedgekeurd op 12 september 2018 door het parlement van de Franse Gemeenschap, voorziet dat de begeleiding en opvolging, voorgesteld door CECP in het kader van een nieuw pilotproject, het onderwerp moeten uitmaken van een overeenkomst tussen elke organiserende overheid en de federatie van organiserende overheden waartoe het is aangesloten - CECP in het onderhavige geval;

Aangezien de afsluiting van overeenkomsten een bevoegdheid van de gemeenteraad is;

Aangezien 6 gemeentescholen zijn gestart met de derde fase van de uitvoering van de pilotplannen, meer bepaald :

- basisschool CENTRE;
- basisschool HOMBORCH - Kleine sectie;
- basisschool HOMBORCH - Grote Sectie;
- basisschool VAL FLEURI - Kleine sectie;
- basisschool VAL FLEURI - Grote Sectie;
- basisschool MERLO;

Aangezien de ontwerpen van overeenkomsten toegevoegd werden aan de onderhavige beraadslaging,

Verleent zijn goedkeuring aan de ontwerpen van overeenkomsten inzake begeleiding en opvolging in het kader van het pilotproject van 6 gemeentescholen in de derde fase van de pilotplannen voor de scholen CENTRE, HOMBORCH (Kleine sectie), HOMBORCH (Grote sectie), VAL FLEURI (Kleine sectie), VAL FLEURI (Grote sectie) en MERLO met CECP.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT RESSOURCES HUMAINES - DEPARTEMENT HUMAN RESSOURCES

Personnel - Personeel

20.02.2020/A/0015 **Personnel ouvrier.- Cadre.- Conducteurs d'équipe.- Révision.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 12 février 2019, le Collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord quant à l'organisation d'un examen de promotion au grade de conducteur d'équipe (D5);

Que l'organisation de cet examen avait pour objectif de remplacer des conducteurs d'équipes partant en pension;

Que celui-ci a permis de constater que le cadre du personnel ouvrier, actuel, ne répond plus aux nécessités des services et que l'encadrement nécessaire des équipes présentes sur le terrain est insuffisant;

Vu le rapport au Collège du 24 octobre 2019, permettant à certains services techniques d'augmenter leurs effectifs, en raison de missions, de spécificités, et/ou d'obligations supplémentaires qui ne cessent d'augmenter la charge de travail;

Qu'il y a lieu d'acter d'une situation de fait ; certains services ont obtenu dans le passé des postes d'encadrement supplémentaires sans que la modification du cadre ait suivi;

Qu'il y a lieu de pérenniser les équipes afin de permettre les missions du personnel d'encadrement à savoir ; intermédiaire de la ligne hiérarchique, contrôle, évaluation, etc.;

Vu l'accord du Comité particulier de négociation du 20 février 2020;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale;

Vu sa décision du 26 juin 1997 votant la charte sociale et en particulier, le cadre du personnel ouvrier;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de revoir le cadre du personnel ouvrier – Conducteur d'équipe comme suit :

Département	Service	Niveau	Cadre	Situat ^o	Modificat ^o 1/03/2020	Tot
Affaires culturelles	Sports	D5	2	1	-1	1
Affaires générales	Imprimerie/Economat	D5	1	0	-1	0
Espace public	Propreté	D5	2	2	+1	3
Etat Civil	Cimetière	D5	3	3	-	3
Travaux	Bâtiments communaux (Maintenance)	D5	3	3	-	3
	Service transports	D5	0	2	+2	2
	Service vert	D5	1	2	+2	3

Département	Service	Niveau	Cadre	Situat ^o	Modificat ^o 1/03/2020	Tot
	Service voirie	D5	3	1	-	3
		Totaux	15	14	3	18

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Werkliedenpersoneel.- Kader.- Ploegleiders.- Herziening.

De Raad,

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 12 februari 2019 zijn goedkeuring heeft verleend aan de organisatie van een bevorderingsexamen tot de graad van ploegleider (D5);

Aangezien de organisatie van dit examen de bedoeling heeft ploegleiders te vervangen die met pensioen gaan;

Aangezien er hierbij is vastgesteld dat het huidige kader van het werklidenpersoneel niet meer voldoet aan de noden van de diensten en dat de nodige omkadering van het ploegen op het terrein onvoldoende is;

Gelet op het rapport aan het college van 24 oktober 2019 waarbij bepaalde technische diensten hun personeelsbestand mogen verhogen omwille van opdrachten, bijzonderheden en/of bijkomende verplichtingen die de werklid steeds verhogen;

Aangezien er gehandeld moet worden op basis van een feitelijke toestand; bepaalde diensten hebben in het verleden bijkomende kaderposten gekregen zonder dat het kader gewijzigd werd;

Aangezien de ploegen een permanent karakter moeten krijgen om de opdrachten van het kaderpersoneel mogelijk te maken, meer bepaald: tussenpersoon met de hiërarchische lijn, controle, evaluatie, enz.;

Gelet op het akkoord van het bijzonder onderhandelingscomité van 20 februari 2020;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van 26 juni 1997 tot goedkeuring van het sociaal handvest en in het bijzonder het kader van het werklidenpersoneel;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist het kader van het werklidenpersoneel - Ploegleider als volgt te herzien :

Departement	Dienst	Niveau	Kader	Situatie	Wijziging 01/03/2020	Totalen
Culturele Zaken	Sport	D5	2	1	-1	1
Algemene Zaken	Drukkerij/Economaat	D5	1	0	-1	0
Openbare Ruimte	Reinheid	D5	2	2	+1	3
Burgerlijke Stand	Begraafplaats	D5	3	3	-	3
Werken	Gemeentegebouwen (Onderhoud)	D5	3	3	-	3
	Dienst Transport	D5	0	2	+2	2
	Groendienst	D5	1	2	+2	3
	Wegendienst	D5	3	1	-	3
		Totalen	15	14	3	18

De Raad keurt het punt goed.
36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Cadre ouvrier.pdf

20.02.2020/A/0016 **Personnel.- Cadre administratif.- Modifications.**

Le Conseil,

Vu que les recrutements et les promotions des agents communaux sont réalisés au sein de différents cadres du personnel;

Que ces cadres n'ont pas fait l'objet d'une révision depuis plusieurs années et qu'ils ne reflètent plus la situation actuelle du personnel;

Vu les demandes de personnel prévues pour 2020 notamment au niveau B du cadre administratif;

Vu l'examen de recrutement et de promotion organisé pour le niveau B administratif au second semestre 2019 et vu la réussite de 6 lauréats;

Vu qu'aucun emploi de niveau B n'est prévu au cadre administratif et qu'il est dès lors impossible pour les agents contractuels de niveau B d'être admis au stage dans ce niveau et pour les agents de niveau C nommés d'être promus au niveau B;

Qu'il faudrait dès lors prévoir un nombre d'emplois correspondants au cadre administratif pour permettre la promotion au niveau B, l'admission au stage des lauréats de l'examen de niveau B et le recrutement en 2020, d'agents de niveau B pour répondre aux besoins en personnel des différents services;

Qu'une augmentation de 10 emplois statutaires au cadre administratif est à prévoir;

Vu que les modifications du cadre ont été soumises et acceptées par le Collège du 21 janvier 2020;

Vu que les modifications du cadre ont été soumises au Comité Particulier de Négociation du 30 janvier 2020 et ont fait l'objet d'un protocole d'accord,

Décide de modifier le cadre administratif selon le projet en annexe.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Personeel.- Administratief kader.- Wijzigingen.

De Raad,

Aangezien er binnen verschillende personeelskaders aanwervingen en bevorderingen van gemeenteambtenaars verricht worden;

Aangezien deze kaders al enkele jaren niet meer herzien zijn en ze de huidige personeelstoestand niet meer weerspiegelen;

Gelet op de vraag naar personeel voorzien voor 2020, meer bepaald voor niveau B van het administratief kader;

Gelet op het aanwervings- en bevorderingsexamen dat in het tweede semester van 2019 georganiseerd werd voor het administratief niveau B en gelet op het slagen van 6 kandidaten;

Aangezien er geen enkele betrekking van niveau B voorzien is in het administratief kader en het bijgevolg onmogelijk is voor de contractuele ambtenaars van niveau B om toegelaten te worden tot de stage in dit niveau en voor de benoemde ambtenaars van

niveau C om bevorderd te worden tot niveau B;

Aangezien er dus een aantal betrekkingen voorzien zouden moeten worden die overeenkomen met het administratief kader om de bevordering tot niveau B, de toelating tot de stage van de geslaagden voor het examen van niveau B en de aanwerving van ambtenaars van niveau B in 2020 mogelijk te maken om tegemoet te komen aan de personeelsbehoeften van de verschillende diensten;

Aangezien er een toename van 10 statutaire betrekkingen in het administratief kader voorzien moet worden;

Aangezien de wijzigingen van het kader voorgelegd werden aan en aanvaard werden door het college van 21 januari 2020;

Aangezien de wijzigingen van het kader voorgelegd werden aan het Bijzonder Onderhandelingscomité van 30 januari 2020 en het voorwerp uitgemaakt hebben van een protocolakkoord,

Beslist het administratief kader te wijzigen volgens het ontwerp in de bijlage.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

proposition cadre administratif.pdf, cadre administratif.pdf, proposition cadre administratif NL.pdf

20.02.2020/A/0017 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Personnel.- Règlement sur le maintien en activité au-delà de 65 ans.- Modification.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 11 octobre 2018, le Collège avait autorisé le Chef du Département des affaires culturelles et récréatives, à prolonger son activité du 1er mars 2019 au 29 février 2020;

Que l'intéressé avait déjà été autorisé à prolonger son activité du 1er mars 2017 au 28 février 2019 inclus;

Que par lettre du 9 septembre 2019, l'intéressé sollicite de pouvoir rester en fonction encore une année, soit du 1er mars 2020 au 28 février 2021 inclus;

Que l'étendue de ses missions de Chef de Département et de Directeur du Parascolaire, nécessite de recruter deux personnes pour le remplacer;

Qu'après discussion avec les différents Echevins concernés, le recrutement d'un Directeur du Parascolaire est prévu en 2020 et l'entrée en fonction d'un nouveau Chef de Département est prévue en 2021;

Qu'il est dès lors nécessaire que l'intéressé puisse assurer, dans l'intervalle, la continuité du service et le moment venu, la transmission de ses connaissances et de son expertise à ses successeurs;

Que le règlement arrêté par le Conseil communal en séance du 18 décembre 2014 prévoit un accord pour des périodes d'un an maximum et ne pouvant dépasser le plafond fixé à 3 ans;

Qu'il s'agirait d'une quatrième prolongation pour l'intéressé;

Que le Collège, en sa séance du 11 février 2020, a marqué son accord sur la modification apportée au règlement;

Que le Comité Particulier de Négociation a établi un protocole d'accord le 20 février 2020, Décide d'approuver la modification du Règlement sur le maintien en activité au-delà de 65

ans.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 27 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

**De hoogdringendheid werd gevraagd en met eenparigheid van stemmen aanvaard.-
Reglement op het werken na 65 jaar.- Wijziging.**

De Raad,

Aangezien het College in zitting van 11 oktober 2018 het departementshoofd Culturele en Recreatieve Zaken toegestaan had zijn activiteit te verlengen van 1 maart 2019 tot 29 februari 2020;

Aangezien de betrokkene al toegestaan werd zijn activiteit te verlengen van 1 maart 2017 tot en met 28 februari 2019;

Aangezien de betrokkene in een brief van 9 september 2019 vraagt nog een jaar in dienst te mogen blijven, hetzij van 1 maart 2020 tot en met 28 februari 2021;

Aangezien de draagwijdte van zijn opdrachten als departementshoofd en directeur van de Parascolaire vereist dat er twee personen aangeworven worden om hem te vervangen;

Aangezien de aanwerving van een directeur van de Parascolaire voorzien is in 2020 en de indiensttreding van een nieuw departementshoofd in 2021 na besprekingen met de verschillende betrokken schepenen;

Aangezien het bijgevolg noodzakelijk is dat de betrokkene intussen de doorlopendheid van de dienst kan verzekeren en zijn kennis en ervaring overdraagt aan zijn opvolgers wanneer het moment aangebroken is;

Aangezien het reglement vastgelegd door de gemeenteraad in zitting van 18 december 2014 een akkoord voorziet voor periodes van maximum een jaar en niet langer dan het plafond van 3 jaar;

Aangezien het voor de betrokkene zou gaan om een vierde verlenging;

Aangezien het college in zitting van 11 februari 2020 zijn akkoord verleend heeft voor de wijziging aan het reglement;

Aangezien het bijzonder onderhandelingscomité op 20 februari 2020 een protocolakkoord opgesteld heeft,

Beslist de wijziging van het reglement op de voortzetting van de dienstactiviteit na 65 jaar goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 27 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Chiraz El Fassi, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Hans Marcel Joos Van de Cauter.

2 annexes / 2 bijlagen

prestation 65+.pdf, Pension +65 règlement.docx

20.02.2020/A/0018 **Convention-cadre entre la commune d'Uccle et hub.brussels.**

Le Conseil,

Attendu qu'Atrium Brussels et la commune d'Uccle ont conclu une convention-cadre de collaboration pour la période 2016-2018;

Que cette convention-cadre avait pour but de coordonner les différents acteurs locaux en vue de soutenir et de développer le commerce sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Qu'hub.brussels (anciennement Atrium Brussels) souhaite renouveler cette convention-cadre pour la période 2019-2023;

Vu le soutien efficace d'hub.brussels et la bonne collaboration avec les services communaux;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Décide de continuer la collaboration avec hub.brussels et d'approuver la convention-cadre 2019-2023.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Raamovereenkomst tussen de gemeente Ukkel en hub.brussels.

De Raad,

Aangezien Atrium Brussels en de gemeente Ukkel een samenwerkingsovereenkomst gesloten hebben voor de periode 2016-2018;

Aangezien deze raamovereenkomst als doel had de verschillende lokale actoren te coördineren om de handel op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te ondersteunen en uit te bouwen;

Aangezien hub.brussels (vroeger Atrium Brussels) deze raamovereenkomst wil vernieuwen voor de periode 2019-2023;

Gelet op de doeltreffende ondersteuning van hub.brussels en de goede samenwerking met de gemeentediensten;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist de samenwerking met hub.brussels voort te zetten en de raamovereenkomst 2019-2023 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

20200123145119960.pdf, 20200123144735603.pdf

Le Conseil,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, en particulier les articles 92 à 95;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 26 avril 2018 qu' à partir du 1er janvier 2020 l'administration référente pour la gestion du financement régional de la politique communale de lutte contre le décrochage scolaire (ancien axe "lutte contre le décrochage scolaire" des Plans locaux de prévention et de proximité gérés par BPS) est perspectives.brussels;

Attendu que l'année 2020 sera une année de transition avec pour objectif le maintien - moyennant indexation- des budgets et des projets constants, par rapport à 2019, au sein des services communaux de prévention du décrochage scolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 décembre 2019 accordant une subvention de 183.123,43 euros à la commune d'Uccle en faveur de l'action menée en matière de "lutte contre le décrochage scolaire",

Décide :

- d'approuver la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour la mise en oeuvre en 2020 des projets de lutte contre le décrochage scolaire;
- de prendre acte de la subvention d'un montant de 183.123,43 € qui fait partie intégrante de la convention.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Overeenkomst Perspective.Brussels.- Bestrijding van schoolafhaking.

De Raad,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder artikel 92 tot 95;

Gelet op de beslissing van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 26 april 2018 om perspectives.brussels vanaf 1 januari 2020 aan te wijzen als referentiebestuur voor het beheer van de gewestelijke financiering van het gemeentelijk beleid inzake de bestrijding van schoolafhaking (de oude pijler "bestrijding van schoolafhaking" van Lokale Preventie- en Nabijheidsplannen beheerd door BPV);

Aangezien 2020 een overgangsjaar zal zijn met als doelstelling het behoud - middels indexering - van constante budgetten en projecten, t.o.v. 2019, binnen de gemeentelijke preventiediensten inzake schoolafhaking;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 december 2019 tot toekenning van een subsidie van € 183.123,43 aan de gemeente Ukkel ten bate van de actie ter bestrijding van schoolafhaking",

Beslist :

- zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de uitvoering in 2020 van projecten ter bestrijding van schoolafhaking;
- akte te nemen van de subsidie van een bedrag van € 183.123,43 en die integraal deel uitmaakt van de overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Séniors - Senioren

20.02.2020/A/0020 **Approbation de la Convention de soutien financier à l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous.**

Le Conseil,

Considérant l'allongement de l'espérance de vie et l'isolement d'un grand nombre de personnes âgées sur le territoire de la commune d'Uccle;

Constatant l'importance du contact humain aux côtés des autres aspects pratiques (repas, soins, etc) dans le maintien à domicile d'une personne âgée;

Considérant l'importance de création de lien social entre les générations et de renforcement du lien dans les quartiers;

Constatant la pertinence et l'utilité de l'action de l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en faveur du volontariat et d'un maintien à domicile qualitatif des personnes âgées;

Vu le Rapport d'activité remis par l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous en vertu de la convention approuvée par le Conseil en sa séance du 29 novembre 2018, ci-annexée, dans lequel l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous démontre avoir dépassé les objectifs fixés selon cette convention,

Décide d'approuver la convention de collaboration ci-annexée entre l'Administration Communale d'Uccle et l'A.S.B.L. Bras dessus Bras dessous.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Goedkeuring van de overeenkomst voor financiële steun aan de V.Z.W. Bras dessus Bras dessous.

De Raad,

Gelet op de langere levensverwachting en het isolement van een groot aantal ouderen op het grondgebied van de gemeente Ukkel;

Gelet op het belang van menselijke contacten naast de praktische aspecten (maaltijden, verzorging, enz.) om ervoor te zorgen dat ouderen in hun woning kunnen blijven wonen;

Gelet op de doelstelling om sociale banden tussen generaties te creëren en de band binnen de wijken te versterken;

Gelet op de relevante en nuttige acties van vzw Bras dessus Bras dessous ten bate van het vrijwilligerswerk en om ouderen op een kwalitatieve manier thuis laten blijven wonen;

Gelet op het activiteitenverslag ingediend door de vzw Bras dessus Bras dessous krachtens de bijgevoegde overeenkomst, goedgekeurd door de raad in zitting van 29 november 2018, waarin de vzw Bras dessus Bras dessous aantoonde de in deze overeenkomst vastgelegde

doelstellingen overtroffen te hebben;

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de toegevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen het gemeentebestuur van Ukkel en vzw Bras dessus Bras dessous.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention+Commune+d'Uccle-BdBd+2020.pdf, 2019 12 31 Rapport d'Activites 2019 et Perspectives VF.pdf

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.

Chiraz El Fassi quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

20.02.2020/A/0021 **Question orale de M. Cools : l'installation de locaux pour sans-abris rue du Château d'Or-. Question orale de M. Godefroid : logements du plan hiver de la Fondation Prince Laurent.**

M. Godefroid signale qu'au début de ce mois de février, la presse a relayé l'installation d'un complexe de containers de la Fondation Prince Laurent sur le site « Illochroma » dans le quartier du Bourdon.

Ces containers sont destinés à l'hébergement de personnes sans abri avec leur animal de compagnie.

Si d'aucuns se sont étonnés, voire offusqués, de la mise en place de ce dispositif en l'absence de permis d'urbanisme, le groupe Ecolo s'en réjouit. Les commentaires qui circulent sur les réseaux sociaux montrent que la population ucquoise y est très largement favorable.

M. Godefroid reconnaît la nécessité de ce logement d'urgence mais la lutte contre le « sans-abrisme » passe avant tout par la mise à disposition de logements durables. L'agence immobilière sociale ucquoise (AISU) participe à des programmes de « Housing first » dans des appartements de son parc immobilier.

Comment se déroule cet hébergement ? Est-il possible de pérenniser cette initiative, de manière à ce qu'elle soit la première étape d'un accueil durable dans des logements à caractère social ?

M. le Bourgmestre confirme qu'un permis d'urbanisme était nécessaire. En dépit du fait que celui-ci n'a pas été obtenu, le Collège a pris sa décision en toute connaissance de cause car face à la misère humaine, les arguties juridiques n'ont plus cours, et ce d'autant plus qu'il s'agit d'un site privé dans une zone dont le prochain changement de statut va faciliter l'affectation au logement.

M. Cornelis, M. l'Echevin Lambert-Limbosch et M. le Bourgmestre ont pu prendre conscience de l'immense tristesse de ces personnes en grande précarité, qui se voient refuser l'accès aux centres d'hébergement parce qu'ils ne veulent pas se séparer de leur compagnon à quatre pattes. Face à une telle situation, nécessité fait loi. M. le Bourgmestre

tient à maintenir ce cap, en dépit des messages haineux circulant sur les réseaux sociaux, selon lesquels il faudrait chasser loin de soi toute cette pauvreté.

M. le Bourgmestre rappelle encore que la commune d'Uccle est très mobilisée dans l'aide aux plus démunis.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch remercie le Collège pour son soutien unanime à l'égard de ce projet.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch a participé à une réunion consacrée au sans-abrisme avec le Président du CPAS et des représentants de l'ASBL Bruss'Help. Lors de cette réunion, le Président de l'ASBL a signalé que la Fondation Prince Laurent recherchait d'urgence un nouveau site.

La commune d'Uccle a effectué des recherches dans les domaines public et privé afin de trouver une solution et a fini par rencontrer un propriétaire privé prêt à mettre son terrain à disposition. D'autres communes ont émis des propositions mais la Fondation Prince Laurent a fini par opter pour le projet ucclois. En raison de contraintes logistiques, il a fallu attendre début février pour que ce projet aboutisse.

Les citoyens en ont été informés aussitôt, voire même de manière anticipée, puisque les toutes-boîtes ont été distribués le lundi, soit un jour avant la diffusion de l'information dans la presse.

L'encadrement de nuit est assuré par un personnel spécialisé recruté par la Fondation Prince Laurent. L'accueil de jour est assuré par une infirmière et occasionnellement par une assistante sociale, relevant toutes deux de la Fondation.

Cet accueil est mené en étroite collaboration avec le service Prévention de l'Action sociale, le CPAS et la police.

Le premier locataire des containers a d'ailleurs été un SDF ucclois accompagné d'un chien, que les gardiens de la paix ont guidés vers les abris de la Fondation.

Le taux d'occupation de ces containers est limité pour l'instant (en moyenne, cinq résidents avec chien), en raison du climat plutôt clément.

L'AI SU lutte contre le phénomène du sans-abrisme en collaboration avec l'ASBL Diogène, spécialisée dans l'« Housing First ».

Ce concept, fort développé aux Etats-Unis et dans les pays scandinaves, consiste à proposer des solutions structurelles pour sortir de la rue, en offrant dans un logement à des personnes sans abri de manière à ce qu'elles puissent, sur cette base, reconstruire progressivement leur vie.

Le Collège souhaite continuer à travailler avec l'AI SU dans cette perspective, que la Région bruxelloise désire elle-même encourager.

M. Cools comprend que dans l'urgence, on agisse sans avoir obtenu le permis d'urbanisme requis. Ce ne serait pas la première fois qu'on procéderait à une régularisation a posteriori. Néanmoins, il est intéressant d'obtenir un permis d'urbanisme par après, dans la mesure où il intègre des éléments importants, notamment un avis des pompiers.

En raison du réflexe « nimby », observable à Uccle comme partout ailleurs, il ne fallait pas obtenir l'accord des riverains pour l'installation des containers, mais il fallait néanmoins les informer. Il est dommage que la lettre d'information n'ait pas été distribuée quelques jours avant.

M. Cools se réjouit de la poursuite de la collaboration avec l'AI SU, qui s'appuie sur l'expertise de l'ASBL Diogène.

M. Cools partage le point de vue selon lequel il faut viser des solutions permanentes et non se contenter de mesures provisoires.

M. Godefroid précise que l'AI SU est disposée à intensifier son action, dans la mesure de

ses moyens.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : voorzieningen voor daklozen in de Gulden Kasteelstraat-. Mondelinge vraag van de h. Godefroid : woningen van het winterplan van de Stichting Prins Laurent.

De h. Godefroid geeft aan dat de pers melding heeft gemaakt van de installatie van een containercomplex van de stichting Prins Laurent op de site Illochroma in de Horzelwijk. Deze containers zullen dienen als onderdak voor daklozen met een huisdier. Ondanks het feit dat er hiervoor geen stedenbouwkundige vergunning is, is Ecolo er toch tevreden over. Uit commentaren op sociale media lijkt eveneens dat de Ukkelse bevolking hier erg voorstander van is. De h. Godefroid is voorstander van deze noodhuisvesting maar dit probleem moet aangepakt worden via duurzame huisvesting. Het Sociaal Woonbureau Ukkel (SWU) neemt deel aan de programma's van Housing First in de appartementen van het eigen vastgoedpark. Hoe verloopt deze huisvesting? Kan dit initiatief een permanent karakter krijgen zodat het de eerste stap van een duurzame opvang in sociale huisvesting kan vormen?

De burgemeester bevestigt dat er een stedenbouwkundige vergunning vereist was maar het college heeft deze beslissing genomen uit humanitaire redenen en omwille van het feit dat het een privéterrein betreft waarop huisvesting kan komen na een wijziging van het statuut. De h. Cornelis, schepen Lambert-Limbosch en de burgemeester zijn zich bewust van de toestand van deze erg kwetsbare mensen die geen onderdak krijgen omdat ze hun geliefde hond niet willen achterlaten. Nood breekt wet. De gemeente Ukkel spant zich erg in om de minstbedeelden te ondersteunen.

Schepen Lambert-Limbosch bedankt het college voor de unanieme steun aan dit project. De schepen heeft deelgenomen aan een vergadering over daklozen met de OCMW-voorzitter en vertegenwoordigers van vzw Bruss'Help waarbij de voorzitter van deze vzw aangaf dat de stichting Prins Laurent dringend een nieuwe site zocht. De gemeente Ukkel heeft op openbaar en privaat domein gezocht en heeft een private eigenaar gevonden die een terrein ter beschikking wou stellen. De stichting heeft uit de voorstellen van ook andere gemeentes gekozen voor het Ukkelse voorstel. De burgers werden hier op voorhand over ingelicht via een huis-aan-huisbericht, een dag vóór de verspreiding van de informatie in de pers.

De omkadering 's nachts wordt verzekerd door gespecialiseerd personeel dat aangeworven werd door de stichting Prins Laurent. De dagopvang wordt verzekerd door een verpleegster en af en toe door een sociaal assistente die beiden afhankelijk van de stichting. Deze opvang gebeurt in nauwe samenwerking met de dienst Preventie, Sociale Actie, het OCMW en de politie. De eerste huurder was een Ukkelse dakloze met een hond die via de gemeenschapswachten werd doorverwezen naar de stichting. De bezettingsgraad van deze containers is momenteel beperkt (gemiddeld 5 bewoners met hond) door het zachte weer.

Het SWU werkt rond daklozen samen met vzw Diogène, die gespecialiseerd is in Housing First, een structurele oplossing om mensen van de straat te halen en ze hun leven opnieuw te laten opbouwen. Het college wil met het SWU in deze richting blijven voortwerken.

De h. Cools begrijpt dat er omwille van de dringendheid gehandeld werd zonder de

vereiste vergunning. Het is ook niet de eerste keer dat er pas nadien geregulariseerd wordt. Men had ook geen toestemming nodig van de inwoners voor de plaatsing van deze containers maar zij moeten wel geïnformeerd worden. Het is jammer dat dit niet enkele dagen op voorhand werd gedaan.

De h. Cools is tevreden over de verdere samenwerking tussen het SWU en vzw Diogène. Hij vindt eveneens dat de oplossingen structureel en niet tijdelijk moeten zijn.

De h. Godefroid verduidelijkt dat het SWU nog meer inspanningen in dit domein zal leveren, rekening houdend met de beschikbare middelen.

De Raad neemt kennis.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

20.02.2020/A/0022 **Question orale de M. Cools : la gestion du cadastre.**

M. Cools regrette que le Collège ait pris la mauvaise habitude de ne pas répondre aux questions posées.

N'ayant pas obtenu une réelle réponse à sa question écrite introduite le 8 décembre 2019 sur l'évolution des revenus cadastraux, M. Cools se permet de la reformuler sous forme de question orale.

Combien de courriers ont été adressés à des propriétaires uclois ces trois dernières années, suite à une initiative de la commune elle-même ou du SPF Finances, afin de vérifier leurs données cadastrales ?

Quelle a été l'ampleur de l'augmentation des revenus cadastraux ? Quel en a été l'impact sur les recettes au précompte immobilier ?

M. Cools souhaiterait également connaître l'évolution de la masse cadastrale depuis 2015 ainsi que l'impact des nouvelles constructions. Sur base des données reçues du SPF Finances, l'impact des nouvelles constructions avait été évalué à un montant d'environ 500.000 € en termes de recettes supplémentaires au précompte immobilier pour la commune.

D'après les annexes du budget 2020, la masse du revenu cadastral s'élève à 85.219.186 € pour 2017, 85.975.311 € pour 2018 et 86.386.484 € pour 2019. Il s'agit là probablement du revenu cadastral non-indexé. La différence de masse cadastrale entre 2018 et 2017 s'élève donc à 756.125 €, et à 1.350.666 € si on applique le coefficient d'indexation. Entre 2019 et 2018, cette différence de masse s'élève à 411.173 € et 749.568 € après indexation. Vu que le précompte immobilier perçu par la commune représente 36,75 % du revenu cadastral indexé, on peut supposer que les nouvelles constructions et l'adaptation de certains revenus cadastraux ont engendré des recettes complémentaires de 496.370 € en 2018 et 275.454 € en 2019, les recettes réelles étant légèrement inférieures dans la mesure où il faut aussi tenir compte de certaines exonérations et des déductions pour enfants à charge ainsi que de la déduction partielle des impôts enrôlés. Le Collège partage-t-il cette analyse ?

Quand et comment les services communaux ont-ils contacté le SPF Finances pour réunir les éléments de réponse à la question écrite précitée ? Des contacts réguliers ont-ils toujours lieu avec le SPF Finances (responsable de la fixation des revenus cadastraux et avec Bruxelles-Fiscalité (responsable de la perception du précompte) ? Quel usage le service communal du Cadastre fait-il du DVD relatif à cette matière qu'il reçoit chaque année ?

Vu que le précompte immobilier est la première recette de la commune, il faut que l'administration communale assure le suivi des biens immeubles. Le service du Cadastre, qui a toujours compté un à deux agents équivalents temps plein, a été intégré au service de l'Urbanisme afin de mener une gestion plus efficace. Quelle est la situation actuelle de ce service ?

Le précompte immobilier ne peut être perçu que dans la mesure où la construction considérée est sous toiture. La procédure d'enrôlement est souvent lancée suite aux contrôles communaux, du fait qu'il arrive aux citoyens d' « oublier » de faire une déclaration. Combien de contrôles ont été effectués pour 2019 ? Combien d'immeubles susceptibles d'être enrôlés ont été recensés à l'administration ?

M. l'Echevin Biermann tient à présenter ses excuses à M. Cools car la réponse donnée à sa question écrite était tout à fait incomplète en raison d'une erreur d'envoi, qu'il va s'efforcer d'identifier. En effet, M. Cools n'a reçu que quelques lignes de la réponse globale élaborée par les services.

Suite à la mise à jour du cadastre entreprise par M. Cools en 2015, un total de 3.300 courriers a été envoyé aux propriétaires concernés. Les réponses obtenues ont été transmises au SPF Finances pour procéder à l'adaptation du revenu cadastral. Parmi les 3.300 propriétaires intéressés, 41 ont d'abord refusé de répondre parce qu'ils estimaient que la commune n'avait pas le droit d'entreprendre cette démarche et qu'il revenait au SPF Finances de l'introduire.

Et parmi ces 41 propriétaires récalcitrants, 24 ont consenti à répondre une fois qu'on leur a démontré qu'il s'agissait bien d'une compétence communale.

Il est difficile de chiffrer de manière précise les éventuelles augmentations du revenu cadastral, et ce d'autant plus que certains travaux ne requièrent pas de permis d'urbanisme. Cependant, les estimations avancées par M. Cools correspondent systématiquement, à 200.000 € près, aux données fournies par le SPF Finances, la différence provenant des exonérations et déductions diverses.

Les services communaux ont des contacts réguliers avec le SPF Finances. Chaque semaine, tous les documents relatifs aux permis d'urbanisme sont transmis au SPF Finances pour que la réévaluation du précompte soit réalisée. En 2019, 268 immeubles ont fait l'objet d'un permis d'urbanisme susceptible d'aboutir à un enrôlement dans les nouvelles conditions pour calculer la recette en termes de précompte immobilier pour la commune.

Quoique les premiers contacts avec Bruxelles-Fiscalité aient été difficiles, une première réunion a pu avoir lieu en novembre 2019 afin de déterminer les synergies à établir avec cet organisme.

Le service du Cadastre compte deux agents à temps plein, qui assurent le contrôle et la transmission de l'ensemble des documents destinés au SPF Finances ainsi que la réception des courriers de début et de fin de chantier afin de déterminer le moment de l'enrôlement. Ces fonctionnaires effectuent parfois des visites sur place.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Cools : beheer van het kadaster.

De h. Cools betreurt dat het college de slechte gewoonte heeft aangenomen om niet te antwoorden op de gestelde vragen. Omdat hij geen echt antwoord heeft gekregen op zijn schriftelijke vraag over de evolutie van de kadastrale inkomens (8 december 2019), herformuleert hij zijn vraag in de vorm van een mondelinge vraag. Hoeveel brieven werden er verstuurd naar Ukkelse eigenaars tijdens de laatste drie jaar om hun kadastrale

gegevens te controleren? Was dit op initiatief van de gemeente of de FOD Financiën? Wat is de omvang van de verhoging van de kadastrale inkomens? Wat is de impact op de ontvangsten uit de onroerende voorheffing?

De h. Cools wenst eveneens de evolutie te kennen van de kadastrale massa sinds 2015 en de impact van nieuwbouw. Op basis van de gegevens van de FOD Financiën werd de impact van nieuwbouw geëvalueerd op \pm € 500.000 aan bijkomende ontvangsten uit de onroerende voorheffing voor de gemeente.

Volgens de begroting 2020 bedraagt de massa van het KI € 85.219.186 voor 2017, € 85.975.311 voor 2018 en € 86.386.484 voor 2019. Het gaat wellicht om het niet-geïndexeerde KI. Het verschil van de kadastrale massa tussen 2018 en 2017 bedraagt € 756.125 of € 1.350.666 (geïndexeerd) en tussen 2019 en 2018 € 411.173 of € 749.568 (geïndexeerd). Aangezien de door de gemeente geïnde onroerende voorheffing 36,75% vertegenwoordigt van het geïndexeerde KI, kan er verondersteld worden dat nieuwbouw en de aanpassing van bepaalde KI's hebben geleid tot bijkomende ontvangsten van € 496.370 in 2018 en € 275.454 in 2019. De werkelijke ontvangsten waren iets lager omdat er rekening gehouden moet worden met bepaalde vrijstellingen en verminderingen voor kinderen ten laste en gedeeltelijke aftrek van ingekohierde belastingen. Deelt het college deze analyse?

Wanneer en hoe heeft de gemeente de FOD Financiën gecontacteerd om de nodige informatie te bekomen om te antwoorden op de voormelde schriftelijke vraag? Zijn er nog steeds regelmatige contacten met de FOD Financiën of Brussel Fiscaliteit? Wat doet de gemeentelijke dienst van het Kadaster met de DVD ter zake die elk jaar ontvangen wordt?

Aangezien de onroerende voorheffing de voornaamste inkomst is voor de gemeente, moet het gemeentebestuur zorgen voor de opvolging van de onroerende goederen. De dienst van het Kadaster (steeds één of twee voltijdse equivalenten) werd geïntegreerd in de dienst Stedenbouw om efficiënter te kunnen werken. Wat is de huidige toestand van deze dienst?

De onroerende voorheffing kan pas geïnd worden als de constructies als zijnde onder dak beschouwd worden. Inkohiering start vaak na gemeentelijke controles omdat het gebeurt dat burgers een aangifte "vergeten in te dienen". Hoeveel controles werden er uitgevoerd in 2019? Hoeveel gebouwen vatbaar voor inkohiering werden opgelijst door het bestuur?

Schepen Biermann verontschuldigt zich bij de h. Cools omdat zijn antwoord erg onvolledig was. Dit was te wijten aan een fout bij de verzending van het antwoord waardoor slechts enkele regels van het volledige antwoord van de diensten werden ontvangen.

Sinds de update van het kadaster door de h. Cools in 2015 werden er 3.300 eigenaars per brief gecontacteerd. De antwoorden werden overgemaakt aan de FOD Financiën voor een aanpassing van het KI. Van de 3.300 eigenaars weigerden er 41 te antwoorden met het argument dat deze stap moest uitgaan van de FOD Financiën. Van deze 41 eigenaars hebben er 24 wel geantwoord toen hen werd aangetoond dat dit wel degelijk een gemeentelijke bevoegdheid was.

Het is niet eenvoudig om de eventuele verhogingen van het KI precies te kunnen becijferen omdat sommige werkzaamheden geen bouwvergunning vereisen. De ramingen van de h. Cools komen systematisch overeen, op € 200.000 na, met de gegevens afkomstig van de

FOD Financiën. Het verschil wordt veroorzaakt door allerlei vrijstellingen en verminderingen.

De gemeente heeft regelmatig contact met de FOD Financiën. Deze week werden alle documenten inzake bouwvergunningen overgemaakt aan de FOD Financiën voor een herevaluatie van de voorheffing. In 2019 waren er 268 gebouwen met een bouwvergunning die vatbaar waren voor een inkohiering inzake onroerende voorheffing. De eerste contacten met Brussel Fiscaliteit verliepen moeizaam. In november 2019 was er een eerste vergadering om de samenwerking met deze instelling vast te leggen.

De dienst van het Kadaster telt twee voltijdse ambtenaren die zorgen voor de controle en de verzending van alle documenten die bestemd zijn voor de FOD Financiën en de ontvangst van de brieven bij de start en het einde van werken om het bedrag van de inkohiering te kunnen bepalen. Deze ambtenaren voeren soms plaatsbezoeken uit.

De Raad neemt kennis.

20.02.2020/A/0023 **Question orale de M. Desmet : proposition de partenariat avec une entité flamande.**

M. Desmet rappelle qu'en avril 2014, il avait proposé pour la première fois qu'Uccle tisse un partenariat avec une commune du nord du pays.

Quoique le Conseil communal ait souligné le bien-fondé de cette proposition et l'ait approuvée à l'unanimité, force est de constater l'absence de concrétisation quasi six années plus tard, malgré plusieurs demandes ultérieures.

La mise sur pied d'un gouvernement fédéral s'avère complexe. Ne faudrait-il pas justement commencer à entreprendre ce processus à l'échelle locale, en facilitant les rencontres avec les concitoyens du Nord ?

À l'instar du Brexit qui s'est finalement imposé en Grande-Bretagne, quelques ténors de la classe politique flamande rêvent déjà d'un « Vlexit ».

M. Desmet le refuse et estime que sa proposition de partenariat pourrait être une réaction concrète à cette volonté sécessionniste.

M. Desmet suggère la mise en œuvre d'échanges interfamiliaux, dans le cadre de séjours d'immersion linguistique lors des vacances scolaires. Plusieurs structures privées proposent ce type d'offre mais leur coût financier élevé en exclut de nombreuses familles.

L'organisation de rencontres régulières par-delà la frontière linguistique pour le monde scolaire ainsi que pour les structures sportives, voire administratives, contribuerait à apaiser les tensions en montrant qu'un Ucclois est pareil à un habitant des Flandres.

M. Desmet rappelle que M. Vanraes avait proposé un partenariat avec Mechelen (Malines), qui, à bien des égards, présente de nombreuses analogies avec Uccle.

Le Collège est-il favorable à cette proposition ? Peut-on en espérer une concrétisation dans un proche avenir ?

M. le Bourgmestre remercie M. Desmet d'avoir été un des principaux artisans de cette aspiration, qui est inscrite de manière explicite dans la Déclaration de politique générale. Le Collège accorde une très grande attention à la mise en œuvre d'une collaboration étroite avec une commune flamande.

Selon M. le Bourgmestre, la piste de Malines, évoquée par M. Desmet, est assez pertinente car, en dépit de leur situation différente, les communes d'Uccle et de Malines comportent

un grand nombre d'atouts et présentent de nombreux points de convergence. Le Collège va évidemment écouter avec attention les conseils de M. Vanraes, qui est un peu la personne de référence en ce domaine.

Le Collège a la ferme intention d'avancer dans ce dossier mais il est un peu prématuré à ce stade de se prononcer sur un calendrier précis.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : voorstel tot partnership met een Vlaamse gemeente/stad.

De h. Desmet geeft aan dat er nog steeds geen concrete plannen zijn voor een samenwerking met een Vlaamse gemeente, zoals door hem voorgesteld in april 2014 en unaniem goedgekeurd door de gemeenteraad.

De vorming van een federale regering is complex. Zouden we dit proces niet kunnen starten op lokaal niveau via ontmoetingen met Vlamingen? Enkele prominente Vlaamse politici spreken al over een "Vlexit" naar het voorbeeld van de Brexit. De h. Desmet is van mening dat zijn samenwerkingsvoorstel een concrete reactie kan zijn op deze wil tot splitsing van het land. Hij stelt uitwisselingen voor in het kader van taalimmersie tijdens schoolvakanties. Talrijke privéstructuren bieden dit aan maar dit is duur en vele gezinnen kunnen hieraan niet deelnemen. Regelmatige ontmoetingen over de taalgrenzen heen (school, sport, besturen) kunnen de spanningen doen verminderen en aantonen dat een Ukkelaar een Vlaamse inwoner is. De h. Desmet verwijst naar het voorstel van de h. Vanraes, een samenwerking met Mechelen die veel gelijkenissen met Ukkel vertoont. Steunt het college dit voorstel? Zijn er nog concrete plannen in de nabije toekomst?

De burgemeester bedankt de h. Desmet voor het nastreven van deze doelstelling die ook expliciet in de algemene beleidsverklaring vermeld wordt. Het college wil vast en zeker een nauwe samenwerking aangaan met een Vlaamse gemeente.

Volgens de burgemeester is Mechelen een relevante keuze omdat Ukkel en Mechelen talrijke troeven hebben en vele gelijkenissen vertonen. Het college zal met aandacht luisteren naar de adviezen van de h. Vanraes die de referentiepersoon is in dit domein. Het college heeft de intentie om vooruitgang te boeken in dit dossier maar het is in dit stadium voorbarig om al een precieze kalender vast te leggen.

De Raad neemt kennis.

20.02.2020/A/0024

Question orale de Mme Maison : harmonisation des Règlements Généraux de Police en Région bruxelloise.

Mme Maison signale que, suite à une initiative lancée en 2015 par les Fonctionnaires sanctionnateurs des 19 communes de la Région bruxelloise, les Règlements généraux de police (RGP) ont été harmonisés, à l'exception notable de l'âge auquel les sanctions administratives sont susceptibles d'être prononcées contre les mineurs.

Quatre communes, Berchem-Sainte-Agathe, Etterbeek, Koekelberg et Uccle, persistent en effet à se distinguer en maintenant leur volonté de sanctionner les mineurs à partir de 14

ans.

Outre qu'un même fait commis par un mineur de 14 ou 15 ans peut être poursuivi dans une commune et non dans la commune voisine, ce qui pose un problème de visibilité pour le citoyen, on est en droit de s'interroger sur le maintien de sanctions administratives à l'encontre de jeunes de cet âge.

Comment le Collège évalue-t-il le dispositif des sanctions administratives à l'égard des mineurs entre 14 et 16 ans ? Combien de procédures ont été instruites par an à l'encontre des mineurs appartenant à cette tranche d'âge depuis l'abaissement du seuil minimal à 14 ans ?

Le Fonctionnaire sanctionnateur a-t-il bénéficié d'une formation particulière pour instruire la procédure à l'encontre de mineurs ?

Dans ce contexte d'harmonisation des règlements généraux de police, quels éléments le Collège peut-il avancer pour justifier sa volonté de se distinguer de 15 autres communes en maintenant la possibilité d'infliger des sanctions administratives à des mineurs de 14 ans ?

M. le Bourgmestre répond que la Conférence des Bourgmestres a accompli un travail important avec l'aide de Brulocalis pour aboutir à une harmonisation des règlements généraux de police.

Cette tâche était vraiment indispensable en raison des disparités entre communes sur des points fondamentaux.

Cependant, Uccle a fait figure de modèle sous la précédente mandature, en élaborant un texte moins brouillon que dans d'autres communes.

On s'oriente donc vers un texte beaucoup plus harmonisé, qui a déjà été approuvé par le Conseil de police et qui devrait être soumis au Conseil communal en mars.

Pour ce qui concerne la problématique de la limite d'âge 14-16 ans, M. le Bourgmestre estime qu'il convient d'en discuter sans tabou.

Le Parquet a confirmé qu'il n'entamait pas de poursuites pour des incivilités commises par des jeunes de 14 ans. Faut-il pour autant s'abstenir de toute réaction ? Un jeune de 14 ans dont l'incivilité serait totalement impunie ne risquerait-il pas de sombrer dans la délinquance à 16 ans ?

Dès lors, il ne serait peut-être pas inopportun de recourir à l'outil proposé, non pour sanctionner et sanctionner, mais pour susciter chez le jeune une prise de conscience de l'acte commis. En réalité, c'est un travail de médiation qui doit être accompli par ce biais auprès des jeunes de cet âge.

Le Fonctionnaire sanctionnateur n'a pas suivi une formation spécifique pour gérer cette dimension particulière de son travail.

Le nombre de mineurs concernés est très faible puisqu'on a observé seulement trois cas de 2016 à 2019.

Mme Maison ne partage absolument pas le point de vue développé par M. le Bourgmestre. Elle rappelle à cet égard qu'elle en est venue naguère à se désolidariser du Collège lorsqu'elle exerçait des fonctions scabinales, en raison d'un désaccord à ce sujet.

Mme Maison exprime une opposition absolue au principe même d'une poursuite de quelque nature qu'elle soit, étant donné que le droit pénal et la procédure pénale ne prévoient pas de dessaisissement avant 16 ans.

De même, il n'est pas normal qu'un fonctionnaire dépourvu de toute formation à l'accompagnement des enfants puisse être habilité à leur infliger des sanctions.

Selon Mme Maison, toutes les publications émanant du Délégué général aux droits de l'enfant, du Conseil de la jeunesse et des ONG actives dans ce secteur confirment son point de vue.

Mme Maison ne comprend pas pourquoi le Collège s'obstine à justifier cet abaissement de

l'âge minimal à 14 ans.

M. le Bourgmestre estime qu'il y a un malentendu, dans la mesure où le Collège ne cherche en aucune manière à imposer une position mais souhaite soumettre cette question à la réflexion du Conseil communal, qui in fine se prononcera sur la décision à prendre.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Maison : harmonisatie van de de Algemene Politierglementen in het Brussels Gewest.

Mevr. Maison meldt dat de algemene politiereglementen van de 19 Brusselse gemeentes werden geharmoniseerd op initiatief van de sanctionerende ambtenaren, met uitzondering van de leeftijd waarop minderjarigen een administratieve sanctie kunnen krijgen. In Sint-Agatha-Berchem, Etterbeek, Koekelberg en Ukkel blijft deze leeftijd staan op 14 jaar. Dit kan lijden tot onduidelijkheid omdat een dader van 14 of 15 jaar wel in één gemeente vervolgd wordt en niet in een andere gemeente. Ze stelt zich vragen over het behoud van administratieve sancties voor minderjarigen.

Hoe evalueert het college de administratieve sancties voor minderjarigen van 14 tot 16 jaar? Hoeveel procedures worden er jaarlijks opgesteld voor deze leeftijdscategorie? Heeft de sanctionerende ambtenaar een bijzondere opleiding gevolgd rond deze specifieke procedure voor minderjarigen? Om welke redenen werd de leeftijd op 14 jaar behouden, in tegenstelling tot de 15 andere gemeentes?

De burgemeester antwoordt dat de conferentie van burgemeesters aanzienlijk werk heeft verricht met de hulp van Brulocalis om te komen tot een harmonisering van de algemene politiereglementen, dit om ongelijkheden tussen gemeentes over fundamentele zaken weg te werken. De tekst werd al goedgekeurd door de politieraad en zal in maart voorgelegd worden aan de gemeenteraad.

Inzake de leeftijd van 14 jaar vindt de burgemeester dat hierover zonder taboe gesproken moet kunnen worden. Het parket heeft bevestigd dat jongeren van 14 jaar niet vervolgd worden. Er moet dus een reactie komen om in te gaan tegen de straffeloosheid en te voorkomen dat jongeren vervallen in de criminaliteit. Er wordt hierbij werk gemaakt van bemiddeling om de betrokkene bewust te maken.

De sanctionerende ambtenaar heeft geen specifieke opleiding hiervoor gevolgd.

Het aantal minderjarigen is erg laag: 3 gevallen in de periode 2016-2019.

Mevr. Maison deelt de mening van de burgemeester absoluut niet. Ze is resoluut tegen gelijk welke vervolging omdat het strafrecht geen uithandengeving voorziet vóór 16 jaar. Het is ook niet normaal dat een ambtenaar zonder enige opleiding in de begeleiding van kinderen hen wel sancties kan opleggen.

Volgens mevr. Maison wordt haar standpunt gesteund door alle publicaties die uitgaan van de algemene afgevaardigde van de Franse gemeenschap inzake kinderrechten, de jeugdraad en ngo's die actief zijn in dit domein. Ze begrijpt niet waarom het college het behoud van deze leeftijd op 14 jaar wil handhaven.

De burgemeester is van mening dat er een misverstand is, in de mate waarin het college geen standpunt wil innemen en wenst dat de gemeenteraad zich hierover uitspreekt.

De Raad neemt kennis.

20.02.2020/A/0025 **Question orale de Mme Lederman : prise en otage d'une jeune française.- Mesures de prévention.**

Mme Lederman-Bucquet évoque les circonstances d'un fait divers tragique qui s'est produit en janvier : une jeune Française, en fuite, a été impliquée dans une sombre histoire de proxénétisme et retenue prisonnière dans une cave à Uccle.

Comment éviter de telles situations ? Les policiers de quartier ont parfois du mal à s'introduire dans les communautés en difficulté. Peut-être faudrait-il instituer des « grands frères », qui, grâce à un maillage plus efficace du territoire, garantiraient une connaissance plus fine de l' « underground » car une telle organisation criminelle devait être connue dans le quartier.

Les agents de quartier ne pourraient-ils pas jouer un rôle accru afin d'éviter ce genre de drame ?

M. le Bourgmestre ne veut en aucune manière minimiser ce drame mais tient à souligner qu'il s'agit en l'occurrence d'un cas isolé tout à fait exceptionnel.

Cependant, M. le Bourgmestre est très admiratif face au travail en amont accompli par la police, avec laquelle il entretient des rapports presque quotidiens. Il souligne à cet égard le travail discret et efficace des agents de quartier, grâce auquel des histoires aussi sordides surviennent rarement.

Mais de manière générale, la commune d'Uccle est moins touchée que d'autres par des phénomènes de ce type.

M. l'Echevin Lambert-Limbosch avoue une certaine réticence à l'égard de l'affirmation de Mme Lederman-Bucquet selon laquelle « une telle organisation criminelle devait être connue dans le quartier ». Une telle allégation n'est pas exempte de sous-entendus déplaisants envers la population de ce quartier.

Pour ce qui concerne le volet prévention, la tâche des éducateurs de rue consiste à mener un travail de proximité auprès de la jeunesse pour l'accompagner de manière individuelle et collective. Il ne s'agit en aucune manière d'assumer un rôle de « grand frère » ou d'indicateur de police.

Mme Lederman-Bucquet précise qu'elle n'avait pas l'intention de stigmatiser qui que ce soit et regrette que M. l'Echevin Lambert-Limbosch ait fait cette remarque.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van Mevr. Lederman : gijzeling van een jonge française.- Preventiemaatregelen.

Mevr. Lederman-Bucquet haalt de tragische feiten aan van een jonge Française op de vlucht die te maken kreeg met souteneurschap en gevangen werd gehouden in een kelder in Ukkel.

Hoe kunnen dergelijke toestanden vermeden worden? Het is voor de politie niet altijd eenvoudig om contacten te leggen met gemeenschappen in moeilijkheden. Zouden er "grote broers" aangesteld kunnen worden die door hun terreinkennis een beter zicht hebben op de underground? Want een dergelijke criminele organisatie zou binnen de wijk toch gekend moeten zijn. Kunnen de wijkagenten hierin een rol spelen om dergelijke drama's te vermijden?

De burgemeester wil dit drama uiteraard niet minimaliseren maar benadrukt dat dit een uitzonderlijk en erg geïsoleerd geval is. Hij heeft lof voor het werk van de politie waarmee hij bijna elke dag in contact staat. Hij benadrukt het discrete en efficiënte werk van de wijkagenten waardoor zulke afschuwelijke toestanden maar zelden voorkomen. In het algemeen wordt Ukkel minder getroffen door fenomenen van dit type.

Schepen Lambert-Limbosch stelt zich terughoudend op met betrekking tot de bewering van mevr. Lederman-Bucquet dat "een dergelijke criminele organisatie binnen de wijk toch gekend zou moeten zijn". Deze toespeeling treft de inwoners van deze wijk.

Inzake preventie zorgen de straathoekwerkers voor ondersteuning van jongeren, zowel op individueel als collectief vlak. Zij stellen zich niet op als "grote broer" of politie-informant.

Mevr. Lederman-Bucquet verduidelijkt dat ze niet wou stigmatiseren en ze betreurt de opmerking van schepen Lambert-Limbosch.

De Raad neemt kennis.

20.02.2020/A/0026

Question orale de M. De Bock : l'empoisonnement d'animaux domestiques dans les lieux publics et la création de sanctions administratives ainsi que d'une cellule spécifique à la commune pour lutter contre ce phénomène.

M. De Bock signale une recrudescence d'actes malveillants commis envers les animaux dans différents parcs et lieux publics de la commune.

Plusieurs décès par intoxication d'animaux de compagnie ont été relayés par les réseaux sociaux.

Ce phénomène n'est pas nouveau mais l'interpellation des auteurs de ces méfaits n'est guère aisée.

Quel est le nombre d'actes malveillants constatés, commis ces dernières années à l'encontre des animaux ?

Les agents communaux utilisent-ils des produits toxiques pour éradiquer les rats ou les renards des parcs ?

Le Collège ne pourrait-il pas créer au sein de l'administration communale une cellule spécifique qui, sur base des faits rapportés et en lien avec la police, lancerait immédiatement l'enquête et saisirait les images vidéo afin de pouvoir appréhender les personnes malintentionnées ?

Ne pourrait-on établir un lien permanent avec les vétérinaires de la commune afin de sonner l'alerte en cas de reconnaissance des problèmes et prévenir les propriétaires d'animaux domestiques ?

Ne faudrait-il pas créer une sanction administrative spécifique pour ce type d'acte, assortie

d'une amende dissuasive de 5.000 € ?

M. le Bourgmestre estime que le sujet évoqué par M. De Bock n'est pas du tout anodin car tous peuvent imaginer la profonde détresse du propriétaire d'un animal de compagnie qui, après avoir mangé quelque chose au coin d'une rue, en vient à mourir au retour de sa promenade sous les yeux de son maître.

C'est précisément l'incident qui vient de se produire et dont la police a été saisie mais il est difficile de trouver des indices, et ce d'autant plus que ce type de méfait est rarement commis par une seule personne.

Toutefois, il n'y a pas lieu de sombrer dans la psychose, en imaginant que des empoisonneurs sévissent à tous les coins de rue du territoire uclois.

M. le Bourgmestre partage le point de vue de M. De Bock quant à l'opportunité d'infliger des sanctions administratives, si ce n'est que leur plafond ne peut pas dépasser le seuil de 350 €.

Le chef de corps de la police a signalé à M. le Bourgmestre que deux agents de son service sont dévolus à cette tâche spécifique et sont les personnes de référence en ce domaine pour la population.

La commune va inscrire son action dans cette voie, dans la mesure où le bien-être animal est devenu une compétence à part entière, que Mme l'Echevine De Brouwer exerce de manière résolue.

Mme l'Echevine De Brouwer n'est pas en mesure de donner le nombre exact d'actes malveillants commis au cours des dernières années. Mais vu que l'essentiel des plaintes est déposé auprès des services de police, c'est au Conseil de police qu'il faut demander cette information.

Le service de l'Environnement est avisé pour sa part d'environ trois à quatre plaintes par an.

Vu que depuis 2009, la commune d'Uccle a adopté la démarche du « zéro phyto », les agents communaux n'utilisent plus de produits toxiques tels que la mort au rats pour dératiser.

Mme l'Echevine De Brouwer signale à M. De Bock que le renard n'est pas une espèce nuisible et fait l'objet d'une protection en région bruxelloise.

Le service de l'Environnement comporte une cellule de trois agents qui sont chargés des animaux domestiques et sauvages mais cette tâche ne constitue qu'une de leurs missions.

Ces employés communaux ne sont pas habilités à lancer des enquêtes en vertu du règlement général de protection des données.

Les procès-verbaux dressés à l'occasion du dépôt de plaintes sont déférés au Parquet, puisqu'il ne s'agit pas d'une compétence communale.

La cellule du service de l'Environnement est en train d'établir un plan de communication, en concertation avec la police et M. le Bourgmestre.

Il vise à faire de la prévention sur la place du renard en ville et sur les dangers que constituent les produits raticides pour cette espèce ainsi que pour d'autres animaux domestiques.

La collaboration de la commune avec les deux fonctionnaires de police spécialisés en bien-être animal va être intensifiée.

Ce processus doit aboutir à la réalisation d'une cartographie du territoire communal visant à identifier les lieux problématiques en termes d'empoisonnement, de manière à agir en conséquence, comme ce fut le cas il y a quatre ans au plateau Avijl, où des panneaux signalant la présence de boulettes empoisonnées avaient été placardés.

Des informations sur ce thème seront diffusées sur facebook et dans le Wolvendael, peut-être aussi via un toutes-boîtes, mais en évitant autant que possible de créer un sentiment de

névrose car ce phénomène n'est heureusement pas trop répandu.

Mme l'Echevine De Brouwer a aussi l'intention d'envoyer un courrier aux vétérinaires uclois ainsi qu'au Ministre régional chargé du bien-être animal pour favoriser les échanges d'information et la coopération.

M. De Bock a songé à solliciter les vétérinaires car, en tant que professionnels de première ligne, ils peuvent alerter la commune s'ils constatent des décès suspects chez les animaux qui leur sont amenés.

Il est satisfait d'apprendre que 5 personnes (2 à la police et 3 à l'administration communale) se consacrent à ce problème.

Le Conseil prend connaissance.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het vergiftigen van huisdieren in de openbare ruimte en voorzien van gas-boetes alsook van een bijzondere gemeentelijke cel om dit fenomeen te bestrijden.

De h. De Bock meldt dat er steeds meer kwaadwillige handelingen uitgevoerd worden tegen dieren in openbare parken en plaatsen van de gemeente. Op sociale media wordt gesproken over overlijdens van huisdieren door vergiftiging. Dit fenomeen is niet nieuw en daders betrappen is niet eenvoudig.

Hoeveel dergelijke feiten tegenover dieren werden er vastgesteld de laatste jaren? Gebruikt de gemeente giftige stoffen om ratten of vossen uit parken te krijgen? Kan het college een specifieke cel binnen het gemeentebestuur creëren die op basis van verslagen en in samenwerking met de politie snelle onderzoeksdaden kan verrichten om daders te kunnen betrappen? Moet er een permanent contact zijn met de dierenartsen van de gemeente om bij de vaststelling van problemen de eigenaars van huisdieren te kunnen verwittigen? Kan er een specifieke administratieve sanctie hiervoor gecreëerd worden, samen met een ontradende boete van € 5.000?

De burgemeester is van mening dat dit onderwerp zeker relevante waarde heeft omdat huisdieren kunnen sterven door iets wat ze op straat hebben opgegeten. Het is moeilijk om aanwijzingen te vinden en dergelijke feiten worden zelden door één enkele persoon gepleegd. Men mag er wel niet vanuit gaan dat er op elke straathoek in Ukkel gifmengers staan. De burgemeester steunt het standpunt van de h. De Bock met betrekking tot de administratieve sancties, die echter maar tot € 350 kunnen gaan.

Volgens de korpschef van de politie zijn er twee agenten aangesteld voor deze specifieke taak die ook als referentiepersoon voor de bevolking in dit domein optreden. De gemeente zal verder inspanningen op dit vlak leveren omdat dierenwelzijn nu ook een volwaardige bevoegdheid is geworden die schepen De Brouwer op een vastberaden manier uitvoert.

Schepen De Brouwer heeft geen exacte cijfers van feiten tijdens de laatste jaren. De politieraad dient hiervoor gecontacteerd te worden omdat de meeste klachten bij de politie ingediend worden. De Milieudienst ontvangt jaarlijks 3 tot 4 klachten hierover.

Sinds 2009 gebruikt de gemeente geen giftige stoffen zoals rattenvergif meer. Ze geeft aan dat vossen geen schadelijke dieren zijn en beschermd worden in het Brusselse gewest. De Milieudienst beschikt over een cel met 3 ambtenaren die o.a. belast zijn met huisdieren en wilde dieren. Zij kunnen echter geen onderzoeken starten omwille van de

privacywetgeving. Opgestelde pv's worden naar het parket gestuurd omdat dit geen gemeentelijke bevoegdheid is. De cel van de Milieudienst is momenteel - in overleg met de politie en de burgemeester - een communicatieplan aan het opstellen rond de preventie van de vos in de stad en de gevaren van rattenvergif voor vossen en huisdieren.

Er zal intenser samengewerkt worden tussen de gemeente en de twee betrokken politieagenten. Dit kan leiden tot de opmaak van een kaart die problemen met gif kan identificeren. Zo werden er vier jaar geleden borden geplaatst aan het Avijlplateau om de aanwezigheid van giftige balletjes te melden.

Er wordt hierover gecommuniceerd op Facebook en in de Wolvendael. Dit kan ook gebeuren via huis-aan-huisberichten maar dit moet doordacht gebeuren om niet de indruk te wekken dat dit een wijd verspreid fenomeen is. De schepen zal ook de Ukkelse dierenartsen en de gewestelijke minister belast met dierenwelzijn aanschrijven om uitwisseling en samenwerking op dit vlak aan te moedigen.

De h. De Bock wijst erop dat dierenartsen als eerstelijns hulp de gemeente kunnen informeren over verdachte overlijdens. Hij is tevreden dat 5 personen (2 politie, 3 gemeentebestuur) zich met dit probleem bezighouden.

De Raad neemt kennis.

20.02.2020/A/0027 **Interpellation de Mme Fraiteur : évaluation des rencontres citoyennes dans les quartiers de Uccle.**

Le point est reporté.

Interpellatie van Mevr. Fraiteur : evaluatie van de ontmoetingen met de burgers in de Ukkelse wijken.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation Evaluation des rencontres citoyennes dans les quartiers de Uccle.docx

20.02.2020/A/0028 **Interpellation de Mme Van Offelen : la pétanque au parc.**

Mme Van Offelen estime que la pétanque est une belle activité, très conviviale, de surcroît idéale pour les seniors car elle leur permet de rester en contact avec les autres et avec la nature.

Elle se joue à tout moment de la journée et à n'importe quel endroit pourvu d'un espace plat d'une longueur de 10 mètres et d'une largeur de 5 mètres.

Ce jeu de boules est excellent pour la santé physique et mentale. C'est un jeu d'adresse qui permet d'entretenir la forme et stimule également le cerveau. En effet, la pratique de la pétanque requiert une bonne concentration afin de pouvoir coordonner son tir en fonction de la cible et de la situation de jeu.

Uccle dispose de deux clubs de pétanque : le PUC, plus vieux club de Belgique, fondé en 1953, dont les 200 affiliés disposent de terrains extérieurs et intérieurs, et celui d'Uccle-Stalle, doté de quelques terrains intérieurs.

Outre ces clubs, il y a un terrain de pétanque au Plateau Avijl, qui ne désemplit pas par beau temps. Existe-t-il d'autres terrains de quartier à Uccle ?

Mme Van Offelen a eu l'occasion de visiter le terrain de pétanque du magnifique parc Tenbosch à Ixelles, qui s'intègre parfaitement à l'environnement.

Plusieurs Ucclois, surtout des seniors, souhaitent l'installation d'un terrain de pétanque dans leur quartier pour se retrouver entre voisins et sortir de leur isolement en pratiquant une activité en plein air. Des grands-parents ont suggéré que ces terrains soient placés dans les parcs aux abords des plaines de jeux où ils emmènent leurs petits-enfants. Le parc Montjoie, le parc Brugmann et le jardin du Chat ont fait l'objet de telles propositions. Mme Van Offelen a pensé pour sa part au parc Raspail, en raison de sa proximité avec la future Maison communale. La pratique de la pétanque pourrait en effet être un moment de détente pour le personnel communal.

Un terrain de pétanque homologué, de 12 à 15 m de long et de 4 m de large, coûte entre 2.000 et 3.000 € et demande peu d'entretien.

Le Collège pourrait-il envisager l'aménagement d'un terrain de pétanque de proximité dans un ou plusieurs des petits parcs situés sur le territoire ucclois ?

Mme l'Echevine De Brouwer précise qu'il y a aussi des terrains de pétanque au carrefour de l'avenue de la Chênaie et de la chaussée de Saint-Job. Le jardin du Zandbeek comporte également un terrain de pétanque qui relève de la Région.

Chaque fois qu'un réaménagement d'espaces verts est envisagé, le service Vert s'interroge sur l'opportunité d'y installer un terrain de pétanque.

Selon Mme l'Echevine De Brouwer, il serait incongru d'installer des terrains de pétanque qui ne seraient pas utilisés. Il convient donc d'en prévoir là où il y a une demande.

L'installation éventuelle de terrains de pétanque aux abords des plaines de jeux sera examinée avec attention par le service.

Le jardin du Chat est un peu trop petit pour permettre une pratique de la pétanque. De plus, il est situé à proximité du terrain de pétanque du Zandbeek.

Pour ce qui concerne le parc Montjoie, la Commission des Monuments et Sites avait déjà approuvé le principe de l'installation d'un terrain de pétanque sur l'aire dévolue précédemment au court de tennis. Vu que ce site figure sur la liste de sauvegarde, il présente moins de contraintes que les sites classés.

La demande de permis d'urbanisme relative au parc Raspail, qui est un domaine classé, est en cours de finalisation mais ne prévoit pas de terrain de pétanque. On peut néanmoins étudier cette possibilité pour l'avant-scène.

L'aménagement éventuel de terrains de pétanque au parc de Wolvendael semble très compliqué en raison du classement du site.

Cette hypothèse sera analysée pour le parc Brugmann, dont le plan de gestion a prévu un comité d'accompagnement.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Van Offelen : petanque in het park.

Mevr. Van Offelen vindt petanque een leuke activiteit voor senioren omdat ze op die manier in contact blijven met anderen en de natuur. Het spel is erg goed voor de lichamelijke en mentale gezondheid.

Ukkel beschikt over twee petanqueclubs: PUC (oudste club in België, gesticht in 1953, met 200 leden, binnen- en buitenbanen) en Uccle-Stalle (enkele binnenbanen). Er is ook nog een petanquebaan op het Avijlplateau. Zijn er nog andere banen in Ukkel? Ze heeft zelf de petanquebaan van het prachtige park Tenbosch in Elsene bezocht dat zich perfect heeft geïntegreerd in de omgeving.

Talrijke Ukkelaars - vooral senioren - wensen te kunnen beschikken over een petanquebaan in hun wijk, bij voorkeur in parken (Montjoiepark, Brugmannpark, Kattuin) of vlakbij kinderspeeltuinen. Mevr. Van Offelen denkt zelf aan het Raspailpark omwille van de nabijheid van het toekomstige gemeentehuis. Petanque kan voor ontspanning zorgen voor het gemeentepersoneel.

Een gehomologeerde petanquebaan is 12 tot 15 m lang, 4 m breed, kost tussen € 2.000 en € 3.000 en vereist weinig onderhoud. Overweegt het college om petanquebanen te voorzien in of vlakbij de kleine parken op het Ukkelse grondgebied?

Schepen De Brouwer geeft aan dat er ook petanquebanen zijn aan de kruispunten Eikenboslaan en Sint-Jobsesteenweg. Ook in de Zandbeektuin is er een baan aanwezig (van het gewest).

Bij elke herinrichting van groene ruimtes onderzoekt de Groendienst de gepastheid van een petanquebaan. Voor een installatie op een locatie moet er ook een vraag naar zijn. De eventuele installatie van petanquebanen vlakbij kinderspeeltuinen zal onderzocht worden.

De Kattuin is te klein om er petanque te kunnen spelen en het ligt ook vlakbij de petanquebaan van Zandbeek. Voor het Montjoiepark had de Commissie voor Monumenten en Landschappen al het principe goedgekeurd voor de installatie van een petanquebaan op het voormalige tennisterrein. Dit park staat op de bewaarlijst en er zijn minder verplichtingen dan voor geklasseerde sites. Er wordt gewerkt aan de aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning voor het Raspailpark (geklasseerde site) en er is hierin geen petanquebaan voorzien maar deze mogelijkheid kan wel bestudeerd worden. Een petanquebaan in het Wolvendaelpark lijkt erg ingewikkeld wegens de klassering van de site. Deze hypothese zal geanalyseerd worden voor het Brugmannpark waarvoor een begeleidingscomité is voorzien in het beheersplan.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Mme Van Offelen - Pétanque.docx

20.02.2020/A/0029

Interpellation de M. Cools : les infractions commises lors de la démolition de l'ancien hôpital Edith Cavell.

M. Cools rappelle que le transfert de l'hôpital Edith Cavell d'Uccle à Delta a généré un projet privé de reconversion de son site ucclais.

Il est heureux qu'une telle initiative ait été lancée afin d'éviter le développement d'un chancre urbain dans le quartier Cavell-Vanderkindere.

Ce projet a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré le 6 novembre 2018 par le Fonctionnaire délégué de l'administration régionale de l'urbanisme, après avoir reçu un

avis favorable de la part du Collège.

Cependant, le permis d'urbanisme délivré n'a pas été respecté par le promoteur car plus de 2.000 m² ont été démolis en trop. Ces démolitions concernent le rez-de-chaussée et les 9 étages du bâtiment principal de l'ancien hôpital.

La Région bruxelloise a dressé un procès-verbal d'infraction enjoignant l'entrepreneur et le promoteur de cesser toute démolition non-prévue par le permis d'urbanisme, d'introduire une demande de permis modificatif dans les plus brefs délais et de ne pas entreprendre la reconstruction des parties démolies sans autorisation.

Les contrôleurs du service de l'Urbanisme vérifient-ils le respect de ces injonctions par des visites régulières ?

Selon la législation, le permis modificatif pour ce dossier doit être introduit à la Région, toutes les parties impliquées ayant intérêt à ce que le chantier ne soit pas freiné par un arrêt prolongé et à ce qu'une solution équitable et respectueuse du droit soit rapidement trouvée. Ce permis modificatif a-t-il été effectivement introduit ? Si c'est le cas, quel en est le contenu ? Sinon, quand cette introduction aura-t-elle lieu ? Vu que la zone concernée s'étend sur une superficie de 2.000 m², y aura-t-il une enquête publique ?

M. Cools suppose que le permis modificatif n'augmentera pas la superficie vouée à la construction ni la hauteur du bâtiment par rapport au permis délivré initialement. Il espère à tout le moins que le Collège y sera attentif.

Comment une infraction d'une telle ampleur a pu être commise sans être stoppée par un arrêt de chantier plus précoce de la part des contrôleurs du service de l'Urbanisme ?

Le procès-verbal d'infraction a été dressé par le Fonctionnaire délégué de la Région, alors que les fonctionnaires communaux sont aussi habilités à le dresser. L'administration régionale est-elle intervenue après avoir été alertée par les services communaux ?

Les effectifs chargés de contrôler le respect des permis d'urbanisme délivrés sont-ils suffisants ? Quelle est l'ampleur en « équivalent temps plein » du temps consacré par ces fonctionnaires à cette mission de contrôle ?

Le permis d'urbanisme pour la reconversion de Cavell prévoyait une charge d'urbanisme sous forme d'une cession d'une maison rue Vanderkindere, avec une enveloppe budgétaire destinée à financer sa reconversion en habitat groupé (co-living) pour de jeunes ménages. Où en est l'exécution de cette charge ?

M. l'Echevin Biermann répond que le permis délivré par le Fonctionnaire délégué le 6 novembre 2018 vise la création de 77 logements ainsi que l'amélioration de l'intérieur de l'îlot grâce à une réduction de 17,5% des surfaces bâties (qui passeraient de 23.541 m² à 19.435 m²) et l'aménagement d'un jardin de qualité visible depuis l'espace public.

Pour ce qui concerne les démolitions illicites, M. l'Echevin Biermann précise qu'une première plainte a été déposée au service de l'Urbanisme le 20 septembre 2019. À l'initiative des services de l'Urbanisme et de l'Environnement, cette plainte a débouché sur une visite sur place, associant contrôleurs communaux et régionaux. Aucune démolition infractionnelle n'a été constatée à cette occasion. Suite aux échanges entre la contrôlease régionale et les contrôleurs communaux, des visites régulières du chantier ont lieu à tour de rôle. Dans ce contexte, de nouvelles plaintes ont entraîné une visite sur place, au terme de laquelle la fonctionnaire régionale a été amenée à dresser le procès-verbal le 16 octobre.

Ce procès-verbal d'infraction établit le constat d'une démolition non-conforme de 2.032 m², si ce n'est que certains éléments détruits étaient néanmoins destinés à disparaître dans le cadre du permis définitif, mais il s'agit d'une partie mineure et accessoire de la surface totale considérée.

Le nouveau permis à introduire, dont le procès-verbal d'infraction affirme l'exigence, est qualifié de permis de mise en conformité. Néanmoins, il ne peut s'agir d'une mise en conformité au sens de l'article 102/1 du CoBAT, puisqu'un permis modificatif concerne

des travaux non encore entrepris. Or, dans ce cas-ci, les démolitions avaient déjà été effectuées.

Il s'agit donc d'un permis de régularisation et non d'un permis modificatif. Selon le CoBAT, l'autorité compétente est la Région en cas de permis modificatif et la commune en cas de permis de régularisation.

Vu qu'il s'agit d'un permis de régularisation, la commune est l'autorité compétente pour délivrer le permis.

La demande de régularisation a été déposée par le demandeur le 22 novembre et a fait l'objet d'un accusé de réception de dossier incomplet en date du 6 janvier. Des documents complémentaires ont été déposés par le demandeur le 11 février et sont pour l'instant à l'examen au sein du service.

Le demandeur avait joint le compte-rendu d'une consultation juridique à la note explicative de sa demande de régularisation. Entre-temps, le Collège a sollicité l'expertise d'un autre conseil juridique spécialisé en droit de l'urbanisme.

La note juridique transmise par le demandeur considérait que le permis de régularisation ne devait pas faire l'objet de mesures de publicité.

L'expert désigné par le Collège estimait pour sa part qu'il ne fallait pas de nouveau permis d'urbanisme ni de nouveau permis de régularisation, étant donné que les travaux de reconstruction consistent en la mise en œuvre exacte du permis tel qu'il a été délivré en novembre 2018.

Néanmoins, le Collège a jugé utile de passer par une procédure de permis d'urbanisme pour s'assurer que les travaux entrepris dans le cadre de cette reconstruction soient totalement conformes aux dispositions du permis délivré en novembre 2018.

Le Collège a donc décidé d'adopter une position intermédiaire, en considérant que les mesures de publicité ne sont pas nécessaires, puisque le dossier dans son intégralité a fait l'objet d'une enquête publique, mais qu'il convient quand même de passer par un permis d'urbanisme délivré par l'autorité communale.

M. l'Echevin Biermann confirme que les travaux envisagés dans le cadre de la demande de régularisation consistent exclusivement en la reconstruction des volumes démolis par erreur et sont conformes au permis délivré en novembre 2018.

Les volumes à reconstruire s'inscrivent dans l'enveloppe budgétaire déjà autorisée et il n'y a pas lieu de craindre des dérogations nouvelles par rapport aux dispositions des articles 4, 5 et 6 du titre 1 du règlement régional d'urbanisme (RRU).

Trois contrôleurs engagés à temps plein sont affectés au suivi des chantiers sur le territoire communal. Le temps qu'ils consacrent aux missions de contrôle peut être évalué à 1,5 équivalent temps plein. De plus, l'administration communale compte 5 architectes ainsi que 2 architectes PEB qui peuvent également effectuer des contrôles et dresser, le cas échéant, des procès-verbaux d'infractions urbanistiques.

Pour ce qui concerne la charge d'urbanisme de l'immeuble sis rue Vanderkindere, 313, le contenu des actes de cession a fait l'objet de discussions très âpres. Un notaire a également été désigné pour accompagner le notaire du cédant dans ses démarches. Une date devrait être fixée dans le courant du mois d'avril.

M. Cools souhaite obtenir le texte des études juridiques évoquées par M. l'Echevin Biermann.

M. Cools n'est pas convaincu par l'argument selon lequel il ne faut pas de permis parce qu'on remet la situation en pristin état. Une fois qu'il y a eu démolition, on peut reconstruire à l'identique mais on ne peut restaurer la situation initiale.

M. Cools insiste aussi sur le fait qu'il faut éviter de créer un précédent dans lequel pourraient s'engouffrer des promoteurs peu scrupuleux. Par exemple, sachant que des exemptions de TVA sont liées à l'absence de processus de démolition/reconstruction,

certains pourraient prétendre qu'ils se livrent à une simple rénovation pour néanmoins finalement tout démolir.

M. Cools invite également le Collège à réexaminer le dossier relatif à la clinique des 2 Alice, qui présente des analogies avec celui-ci.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : inbreuken bij de afbraak van het oude hospitaal Edith Cavell.

De h. Cools herinnert eraan dat de overplaatsing van het Edith Cavellziekenhuis van Ukkel naar Delta geleid heeft tot een privéproject voor de omvorming van de Ukkelse site. Op die manier kan een stadskanker in de wijk Cavell-Vanderkindere vermeden worden.

Dit project maakt het voorwerp uit van een stedenbouwkundige vergunning, afgeleverd op 6 november 2018 door het gewest, na een gunstig advies van het college. Deze vergunning werd niet altijd gerespecteerd door de projectontwikkelaar, aangezien meer dan 2.000 m² te veel afgebroken werd, meer bepaald op de gelijkvloerse verdieping en de 9 verdiepingen van het hoofdgebouw.

Het Brussels gewest heeft een proces-verbaal van inbreuk opgesteld. De aannemer en de projectontwikkelaar moeten elke onvoorziene afbraak stopzetten, zo snel mogelijk een wijzigingsvergunning aanvragen en ze mogen de afgebroken delen niet zonder toelating heropbouwen. Controleert de dienst Stedenbouw de naleving van deze aanmaningen door de site regelmatig te bezoeken?

Volgens de wet moet de wijzigingsvergunning ingediend worden bij het gewest. Alle betrokken partijen hebben er baat bij dat de werken niet stilgelegd worden. Wordt deze wijzigingsvergunning werkelijk ingediend? Zo ja, wat is de inhoud ervan? Zo nee, wanneer wordt ze ingediend? Komt er een openbaar onderzoek wegens de omvang van het terrein?

De h. Cools veronderstelt dat de wijzigingsvergunning de bouwoppervlakte of de hoogte van het gebouw niet zal verhogen in vergelijking met de oorspronkelijke vergunning.

Hoe kon een dergelijke inbreuk gemaakt worden zonder dat de controleurs van de dienst Stedenbouw de werken vroegtijdig stopgezet hebben?

Het proces-verbaal van inbreuk werd opgesteld door het gewest, terwijl de gemeentebtenaars hiervoor ook gemachtigd zijn. Wordt het gewest ingelicht door de gemeentediensten?

Is er voldoende personeel om de naleving van stedenbouwkundige vergunningen te controleren? Hoeveel voltijdse equivalenten zijn er gewijd aan deze controle?

De stedenbouwkundige vergunning voor Cavell voorzag een stedenbouwkundige last in de vorm van de overdracht van een huis in de Vanderkinderestraat, met een begrotingsenveloppe bestemd om de omvorming tot co-living voor jonge gezinnen te financieren. Hoe staat het met de uitvoering van deze last?

Schepen Biermann antwoordt dat de vergunning van 6 november 2018 de bouw van 77 woningen beoogt, alsook de verbetering van de binnenterreinen van het huizenblok door 17,5 % minder bebouwde oppervlakte (van 23.451 m² naar 19.435 m²) en de aanleg van een kwalitatieve tuin zichtbaar vanaf de openbare ruimte.

Wat betreft de illegale afbraakwerken: op 20 september 2019 werd een eerste klacht ingediend bij de dienst Stedenbouw. Daardoor hebben controleurs van de gemeente en het gewest een plaatsbezoek verricht. Er werd geen enkele afbraak in overtreding vastgesteld. Daarna werd de werf regelmatig bezocht door het gewest en de gemeente. Nieuwe klachten hebben geleid tot een plaatsbezoek, waarna de gewestelijke ambtenaar op 16 oktober het proces-verbaal opgesteld heeft.

Dit proces-verbaal van inbreuk stelt een niet-conforme afbraak van 2.032 m² vast, hoewel sommige afgebroken onderdelen toch zouden verdwijnen in het kader van de definitieve vergunning, maar het betreft een ondergeschikt deel van de totale oppervlakte.

Het proces-verbaal van inbreuk vereist de indiening van een nieuwe vergunning. Dit kan echter niet gaan om een wijziging in de zin van artikel 102/1 van het BWRO, aangezien een wijzigingsvergunning betrekking heeft op de nog niet ondernomen werken. In dit geval hadden de afbraakwerken al plaatsgevonden.

Het betreft dus een regularisatievergunning en dus geen wijzigingsvergunning. Volgens het BWRO is het gewest de bevoegde overheid voor een wijzigingsvergunning en de gemeente voor een regularisatievergunning.

De vraag tot regularisatie werd op 22 november door de aanvrager ingediend, op 6 januari werd een ontvangstbevestiging van een onvolledig dossier afgeleverd. Op 11 februari werden er aanvullende documenten ingediend door de aanvrager, die momenteel in de dienst bestudeerd worden.

De aanvrager had bij de verklarende nota van zijn vraag tot regularisatie het verslag van een juridische consultatie gevoegd. Intussen heeft het college de expertise van een andere juridische raadgever gespecialiseerd in stedenbouwkundig recht gevraagd.

Volgens de juridische nota van de aanvrager moest de regularisatievergunning niet het voorwerp uitmaken van de regelen van openbaarmaking.

De expert aangesteld door het college meende dat er geen nieuwe of regularisatievergunning nodig was, aangezien de heropbouwwerken bestaan in de exacte uitvoering van de vergunning van november 2018.

Het college vond het echter nuttig de procedure voor een stedenbouwkundige vergunning te volgen om er zeker van te zijn dat de werken in het kader van deze wederopbouw zich volkomen schikken naar de bepalingen van de vergunning van november 2018.

Het college meent dus dat de regelen van openbaarmaking niet vereist zijn, aangezien het volledige dossier onderworpen werd aan een openbaar onderzoek, maar dat er toch een stedenbouwkundige vergunning van de gemeente vereist is.

Schepen Biermann bevestigt dat de werken in het kader van de vraag tot regularisatie uitsluitend bestaan in de wederopbouw van de foutief afgebroken volumes en zich schikken naar de vergunning van november 2018.

De herop te bouwen volumes passen in de toegekende begrotingsenveloppe en er moeten geen nieuwe afwijkingen op artikel 4, 5 en 6 van titel 1 van de gewestelijke stedenbouwkundige verordening gevreesd worden.

Drie voltijdse controleurs volgen de werven in de gemeente op. Deze opdracht neemt ongeveer 1,5 voltijds equivalent in beslag. Daarnaast telt de gemeente 5 architecten en 2 EPB-architecten, die controles kunnen verrichten en een proces-verbaal kunnen opstellen.

Wat betreft de stedenbouwkundige last van het gebouw in de Vanderkinderestraat 313: over de inhoud van de aktes voor de overdracht werd fel gediscussieerd. Er werd een notaris aangesteld om de notaris van de cedent te begeleiden. Er zou een datum vastgelegd moeten worden in de maand april.

De h. Cools wil de tekst van de juridische onderzoeken krijgen.

Hij is er niet van overtuigd dat er geen vergunning nodig is aangezien het terrein na een afbraak niet in oorspronkelijke staat hersteld kan worden.

De h. Cools wil ook vermijden een precedent te scheppen. Aangezien btw-vrijstellingen samenhangen met het ontbreken van afbraak-/heropbouwwerken, zouden sommige projectontwikkelaars kunnen beweren dat ze een eenvoudige renovatie uitvoeren, maar uiteindelijk toch alles afbreken.

De h. Cools verzoekt het college het dossier van het ziekenhuis 2 Alice opnieuw te

bekijken, dat gelijkenissen vertoont met het huidige dossier.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cools - Infraction Cavell.docx

20.02.2020/A/0030 **Interpellation de M. Cohen : promotion de l'heure gratuite du parking à Uccle Centre.**

M. Cohen se félicite de la décision prise par le Collège de passer du quart d'heure gratuit à l'heure gratuite pour les parkings du noyau commercial d'Uccle-Centre.

Cependant, peu de personnes sont au courant de cette excellente initiative car l'autocollant placé sur les horodateurs pour mentionner l'heure gratuite est tout petit alors que l'écran de ces horodateurs indique toujours 15 minutes gratuites.

Les commerçants que M. Cohen a eu l'occasion de rencontrer lui ont confirmé que leurs clients ne sont souvent pas au courant de cette mesure et ils le regrettent car cela pourrait leur amener davantage de clientèle.

Sachant que M. le Bourgmestre est attentif au devenir de ce noyau commercial particulièrement affecté par les travaux de la chaussée d'Alsemberg, M. Cohen énonce quelques propositions susceptibles d'apporter un soutien aux commerces d'Uccle-Centre.

Le sticker apposé sur les horodateurs n'étant guère visible, M. Cohen propose de fixer une pancarte sur le dessus de chaque horodateur pour signaler cette heure gratuite.

L'écran des horodateurs devrait afficher 60 minutes gratuites.

Il faudrait réaliser des affiches destinées aux vitrines et comptoirs des commerces ainsi que de petits cartons qui pourraient être remis à chaque client, en partenariat avec l'association des commerçants.

Il serait opportun de placer une grande banderole sur chacun des tronçons de la rue Xavier De Bue, comme c'est le cas pour la brocante annuelle d'Uccle-Centre.

Il faudrait insérer une annonce relative à cette mesure dans l'édition mensuelle du Wolvendael ainsi qu'un pop-up sur le site internet de la commune.

Le Collège a certainement d'autres suggestions sur ce point.

En ces moments difficiles, tout doit être mis en œuvre pour soutenir ce noyau commercial.

M. l'Echevin Wyngaard confirme que le Collège est particulièrement attentif au sort du quartier commerçant d'Uccle-Centre, avec lequel il entretient des contacts réguliers

Le Collège a décidé d'y étendre le quart d'heure gratuit à une heure de stationnement gratuite, ce qui ne manquera pas d'avoir un impact en termes de recettes puisqu'il s'agit d'une zone rouge et d'un axe très fréquenté, avec un taux de rotation important.

Le Collège a décidé de prolonger cette mesure lors des phases intermédiaires entre deux périodes de travaux.

M. l'Echevin Wyngaard rejoint M. Cohen sur l'idée qu'il est possible d'améliorer la communication par un rappel de la mesure dans le Wolvendael, sur le internet de la commune et les réseaux sociaux ou par l'envoi d'un projet à la presse régionale.

La STIB désire également apporter son cours au soutien du commerce dans le quartier afin de pallier les nuisances induites par le chantier.

L'adaptation des horodateurs à la nouvelle mesure s'avère beaucoup plus complexe. Les dispositifs accessibles concernent la couleur de la zone mais non le quart d'heure gratuit.

L'intégration du passage à l'heure gratuite dans les appareils exigerait un paramétrage

difficile et extrêmement coûteux. Il faudra de toute façon réfléchir à un éventuel renouvellement de ces horodateurs.

Pour le moment, il faut prévoir à tout le moins des autocollants plus grands et plus visibles.

Mme l'Echevin Delwart précise que le Collège est disposé à accompagner toute mesure de publicité sur la dynamique de l'heure gratuite.

Elle estime par ailleurs que la communication ne doit pas se limiter à ce point mais veiller à donner une image positive et souriante du quartier en insistant sur ses atouts. Loin de se cantonner à la simple annonce de l'heure de stationnement gratuite, les banderoles devraient diffuser un message d'une portée plus large.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cohen : promoten van het gratis uur parkeren in Ukkel-centrum.

De h. Cohen feliciteert het college om het gratis parkeren uit te breiden van een kwartier naar een uur voor de parkings van de handelswijk Ukkel-Centrum. Volgens de handelaars zijn maar weinig mensen hiervan op de hoogte. De stickers die dit aangeven op de parkeerautomaten zijn erg klein en op het scherm ervan wordt nog steeds het gratis kwartier weergegeven. De h. Cohen heeft enkele voorstellen om deze handelswijk, die erg getroffen wordt door de werken in de Alsebergsesteenweg, te ondersteunen.

- plaatsing van bordjes bovenop de automaten om het gratis uur aan te geven;
- melding van het gratis uur op het scherm van de automaten;
- opmaak van affiches en kaartjes, in samenwerking met de handelsvereniging, zodat handelaars hun cliënteel hierover kunnen informeren;
- ophangen van een groot spandoek boven elk gedeelte van de Xavier De Buestraat, zoals tijdens de jaarlijkse brocante van Ukkel-Centrum;
- publicatie van deze maatregel in de Wolvendael en op de gemeentelijke website.

Het college heeft vast en zeker nog andere voorstellen. In deze moeilijke periode moeten alle middelen ingezet worden om deze handelswijk te ondersteunen.

Schepen Wyngaard bevestigt dat het college erg begaan is met de handelswijk Ukkel-Centrum. Het college heeft beslist om het gratis parkeren uit te breiden van een kwartier naar een uur, ook al heeft dit gevolgen voor de parkeerinkomsten (rode zone) en deze maatregel zal verlengd worden tussen twee werffases. De schepen vindt eveneens dat er hierover beter gecommuniceerd kan worden (herinnering in de Wolvendael, op de website, op Facebook, in de lokale pers). De MIVB wil ook haar bijdrage leveren om deze wijk te ondersteunen die hinder ondervindt door de werf.

De aanpassing van de parkeerautomaten aan de nieuwe maatregel is erg complex. De integratie van de overgang naar een gratis uur in de automaten is moeilijk en erg kostelijk. Er moet nagedacht worden over een eventuele vernieuwing van deze parkeerautomaten. Er moeten op dit moment zeker stickers aangebracht worden die groter en zichtbaarder zijn.

Schepen Delwart geeft aan dat het college elke communicatiecampagne rond het gratis

uur wil ondersteunen. De communicatie hierover zou zich ook niet mogen beperken tot enkel dit punt. De andere troeven van deze wijk kunnen ook benadrukt worden.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Cohen - Promotion heure gratuite parking (3).docx

20.02.2020/A/0031 **Question écrite 19/45 de M. Cools concernant l'évolution des revenus cadastraux à Uccle.**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag 19/45 van de heer Cools betreffende de evolutie van de kadastrale inkomens in Ukkel.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19 45 Cools revenus cadastraux.docx

20.02.2020/A/0032 **Question écrite 19/47 de Mme Maison concernant les manœuvres liées au décret inscription.**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag 19/47 van Mevr. Maison betreffende het omzeilen van het inschrijvingsdecreet.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

19+47+Maison+décret+inscription (1).docx

20.02.2020/A/0033 **Question écrite 20/01 de M. Cools concernant les livraisons rue Beckman.**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag 20/01 van de heer Cools betreffende de leveringen in de

Beeckmanstraat.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

20 01 Cools livraison Beeckman.docx

20.02.2020/A/0034 **Question écrite 20/02 de M. Cools concernant le passage d'une zone verte à une zone rouge.**

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag 20/02 van de heer Cools betreffende de overgang van een groene naar een rode zone.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

20 02 Cools zone verte une zone rouge.docx

Levée de la séance à 23:40
Opheffing van de zitting om 23:40

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Laurence Vaincel

Aleksandra Kokaj